



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 12 DECEMBRE 1908.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi et jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 4075

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du neuf décembre 1908, de nommer l'honorable Amédée Robitaille, avocat et conseil du Roi, de la cité de Québec, protonotaire de la cour supérieure du district de Québec. 4531

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-six novembre 1908, de nommer Arthur Audet, ingénieur mécanicien, de la ville de Roberval, greffier de la cour de magistrat, pour le comté du Lac Saint-Jean, à Roberval. 4481

Proclamation

Canada, Province de Québec. } C. A. P. PELLETIER.
[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 12th DECEMBER, 1908.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 4076

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the ninth of December, 1908, to appoint the Honorable Amédée Robitaille, advocate and King's Counsel, of the city of Quebec, protonotary of the superior court of the district of Quebec. 4532

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty sixth of November, 1908, to appoint Mr. Arthur Audet, mechanical engineer, of the town of Roberval, clerk of the magistrate court for the county of Lake Saint John, at Roberval. 4482

Proclamation

Canada, Province of Québec. } C. A. P. PELLETIER.
[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le TROISIEME jour de DECEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent huit, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le TROISIEME jour du mois de DECEMBRE mil neuf cent huit, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec :

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le DOUZIEME jour du mois de JANVIER prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIX-NEUVIEME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent huit, et de Notre Règne la huitième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

3619

Avis du Gouvernement

La compagnie "The Ives Modern Bedstead Company, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Léonidas Charlebois, de la ville de Westmount.

JOS. BOIVIN,
Sous-secrétaire de la province
Québec, 4 décembre 1908. 4429

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingtième jour de novembre 1908, constituant en corporation MM. William H. Masterman, de Montréal, marchand, Donald M. Campbell, de Westmount, commis voyageur, Robert J. Cameron, de Buckingham, commis voyageur, John S. Walker, de Verdun, marchand, Henry O. Wait, de Rockland, Ont., marchand, Oscar Quesnel, de Monte-

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the THIRD day of the month of DECEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and eight, you and each of you.—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the THIRD day of the month of DECEMBER, one thousand nine hundred and eight, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

Now KNOW YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the TWELFTH day of the month of JANUARY next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this NINETEENTH day of NOVEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and eight, and in the eighth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

3620

Government Notice

"The Ives Modern Bedstead Company, Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Leonidas Charlebois, of the town of Westmount.

JOS. BOIVIN,
Deputy Provincial Secretary.
Quebec, 4th December, 1908. 4430

Public notice is hereby given that, under the Quebec Mining Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of November, 1908, incorporating Messrs. William H. Masterman, of Montreal, merchant, Donald M. Campbell, of Westmount, commercial traveller, Robert J. Cameron, of Buckingham, commercial traveller, John S. Walker, of Verdun, merchant, Henry O. Wait, of Rockland, Ont., merchant, Oscar Quesnel, of Montebello, merchant, Joseph Charron,

bello, marchand, Joseph Charron, de Rockland, Ont., marchand, Robert O. Sweezy, de Québec, ingénieur civil, William Campbell, de Montréal, marchand, Théotime Bonhomme, de Papineauville, marchand de bois, Dougall Campbell, de Montréal, voyageur, Rowland Hill, de Valleyfield, marchand, et Clinton A. Burbank, de Danville, commis, dans les buts suivants, savoir :

Acheter, acquérir, prendre, miner et développer à tels termes et conditions qui peuvent être convenues, des membres de "The Campbell Claim Syndicate," tous leurs droits, titres, intérêt dans et sur certains terrains miniers et licences minières, et tous les autres biens et droits acquis par eux dans le comté de Pontiac, Province de Québec, et de les payer par l'émission à chacun des membres du dit "Campbell Claim Syndicate" respectivement, conformément à ses droits, stock complètement payé de la compagnie à être incorporée, ensemble avec \$50,000.00 en argent au dit syndicat.

Acheter, acquérir, prendre, développer et miner, toutes licences minières, terrains miniers ou mines que la compagnie jugera à propos.

Sujet aux dispositions de la loi des compagnies minières de Québec, de faire dans toutes ses branches les opérations d'une compagnie de mine, monture, réduction et développement sous le nom de "Twinn Beaver Mining Company", (aucune responsabilité personnelle), avec un capital total d'un million de piastres (\$1,000,000.00), divisé en un million (1,000,000) d'actions d'une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, dans la province, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de novembre 1908.

L. RODOLPHE ROY,

4335.2

Secrétaire de la province.

SÉNAT DU CANADA.

AVIS DE BILLS PRIVÉS.

Extraits des règles du Sénat.

Toute demande au Parlement pour obtenir un bill privé, de quelque nature qu'il soit, doit être annoncée par avis inséré à la *Gazette du Canada*; cet avis doit indiquer d'une manière claire et précise la nature et l'objet de la demande, être signé par les pétitionnaires ou en leur nom et contenir l'adresse des signataires; et, si elle a pour objet l'obtention d'un acte constitutif, il faut donner aussi dans l'avis le nom de la compagnie projetée.

DANS LE CAS OU DES POUVOIRS EXCLUSIFS SONT DEMANDÉS.

Outre l'avis à insérer dans la *Gazette du Canada*, il doit en être publié un semblable dans quelqu'un des principaux journaux de la principale cité ou ville ou du principal village de chaque comté ou district de la province ou du ritoire que l'acte demandé intéresse, selon la nature de l'entreprise projetée.

Et, si les travaux d'une compagnie (constituée ou à constituer) doivent être déclarés d'utilité générale pour le Canada, cette intention sera spécifiquement mentionnée dans l'avis; et les requérants feront envoyer par lettre enregistrée une copie de cet avis au secrétaire de chaque conseil de comté et de chaque corporation municipale spécialement intéressée dans la construction ou l'exploitation de ces travaux, ainsi qu'au secrétaire de la province dans laquelle ces travaux sont ou seront situés, en sorte que cette copie parvienne à ces fonctionnaires cinq semaines au moins avant la considération de la pétition par le comité des Ordres Permanents; et la preuve de l'accomplissement de cette prescription par les requérants devra s'établir par déclaration statutaire adressée au greffe du Sénat.

Dans tous ces cas, les avis insérés scit à la *Gazette*

of Rockland, Ont., merchant, Robert O. Sweezy, of Quebec, civil engineer, William Campbell, of Montreal, merchant, Théotime Bonhomme, of Papineauville, lumberman, Dougall Campbell, of Montreal, traveller, Rowland Hill, of Valleyfield, merchant, and Clinton A. Burbank, of Danville, clerk, for the following purposes, viz :

To purchase, acquire, take over, mine and develop on such terms and conditions as may be agreed upon, from the members of the Campbell Claim Syndicate, all their rights, titles, interest in and to certain miners' claims and licenses, and all other properties and rights acquired by them in the county of Pontiac, province of Quebec, and to pay for the same by the issue to each of the members of the said Campbell Claim Syndicate respectively, according to his rights, fully paid up stock in the company to be incorporated, together with \$50,000.00 in cash to the said syndicate.

To purchase, acquire, take over, develop and mine, any mining licences, claims or mines, as the company may see to be advantageous.

Subject to the provisions of the Quebec Mining Companies Act, to carry on in all their branches the operations of a mining, milling, reduction and development company, under the name of "The Twinn Beaver Mining Company", (no personal liability), with a total capital stock of one million dollars (\$1,000,000.00), divided into one million (1,000,000.00) shares of one dollar (\$1.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty sixth day of November, 1908.

L. RODOLPHE ROY,

4336

Provincial Secretary.

THE SENATE OF CANADA.

NOTICES FOR PRIVATE BILLS.

Extracts from Rules of the Senate.

All applications to Parliament for Private Bills of any nature whatsoever, shall be advertised by a Notice published in the *Canada Gazette*; such Notice shall clearly and distinctly state the nature and objects of the application, and shall be signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same; and, when the application is for an Act of Incorporation, the name of the proposed company shall be stated in the Notice.

IN CASES WHERE EXCLUSIVE POWERS ARE ASKED.

In addition to the Notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar Notice shall also be published in some leading newspapers in the principal city, town or village in each county or district in each Province or Territory which may be affected by the passing of such Private Bills, according to the nature of the undertakings contemplated;

And, if the works of any company (incorporated or to be incorporated) are to be declared to be for the general advantage of Canada, such intention shall be specifically mentioned in the Notice; and the applicants shall cause a copy of such Notice to be sent by registered letter to the clerk of each county council and of each municipal corporation which may be specially affected by the construction or operation of such works, and also, to the Secretary of the Province in which such works are, or may be located, so as to reach those officers not less than five weeks before the consideration of the petition by the Committee on Standing Orders; and a statutory declaration establishing proof of such mailing must be sent to the Clerk of the Senate.

All such notices, whether inserted in the *Canada*

du Canada ou dans les journaux, doivent se publier au moins une fois par semaine pendant cinq semaines consécutives ; et, lorsqu'ils se publient dans les provinces de Québec et du Manitoba, ils doivent être en langues anglaise et en langue française. Il faut envoyer au greffier du Sénat des exemplaires marqués de chaque numéro de tous les journaux contenant l'avis, avec, sur le pli de la feuille, les mots : " *Avis de bill privé* " ; ou l'on peut transmettre, au lieu des journaux, une déclaration statuaire que l'avis a été dûment publié.

Pour plus amples détails, voir les règles du Sénat y relatives, publiées dans la *Gazette du Canada*, ou s'adresser à ce bureau.

4425 SAMUEL E. ST. O. CHAPLEAU.
Greffier du Sénat.

CHAMBRE DES COMMUNES.

RÈGLES CONDENSÉES RELATIVEMENT AUX AVIS DE BILLS PRIVÉS.

Toute demande de bills privés, adressée au Parlement, doit être annoncée par un avis publié dans la *Gazette du Canada*, exposant clairement et distinctement la nature et le but de la demande, être signée par ceux qui font la demande ou en leur nom, et porter l'adresse du signataire. Pour une loi de constitution, le nom de la compagnie projetée doit être donné dans l'avis. Si les ouvrages d'une compagnie quelconque doit être déclarée être à l'avantage général du Canada, la chose doit être formellement mentionnée dans l'avis ; et une copie de cet avis doit être expédiée par lettre recommandée au secrétaire de chaque comté ou municipalité qui peut être spécialement intéressé dans ces ouvrages, et aussi au secrétaire de la province dans laquelle ces travaux sont ou pourront être situés ; et la preuve de cet envoi s'établit au moyen d'une déclaration statuaire.

Outre l'avis publié comme susdit dans la *Gazette du Canada*, il doit être aussi publié un avis similaire dans un des principaux journaux, comme suit :

1. *For acts of incorporation :*

(a) d'une compagnie de chemin de fer ou de canaux ou d'une compagnie pour la construction de tout ouvrage spécial, ou pour obtenir des droits ou privilèges spéciaux—dans la principale localité du comté ou du district intéressé ;

(b) ou d'une compagnie de télégraphe ou de téléphone—dans la principale localité de chaque province où la compagnie se propose d'établir un service ;

(c) ou d'une compagnie de banque ; une compagnie d'assurance ; une compagnie de garantie ; une compagnie de prêts, ou une compagnie industrielle (sans pouvoirs spéciaux)—dans la *Gazette du Canada* seulement.

2. *For amendments to acts of incorporation :*

(a) Pour le prolongement d'une ligne de chemin de fer ou d'un canal, ou d'embranchements de ces chemins de fer et canaux—dans la principale localité dans chaque comté intéressé ;

(b) Pour la remise en vigueur ou la continuation d'une charte ou d'une prorogation du délai fixé pour la construction d'ouvrages de toutes sortes, ou pour l'extension des pouvoirs d'une compagnie (lorsqu'elle n'implique pas la concession des nouveaux droits spéciaux)—au siège social de la compagnie ;

(c) Pour la concession de quelques droits ou privilèges spéciaux—dans les localités réellement intéressées.

Tous ces avis doivent être publiés au moins une fois par semaine durant une période de cinq semaines consécutives ; et lorsqu'ils sont publiés dans les provinces de Québec et du Manitoba, ils doivent être dans les deux langues, anglaise et française ; et s'il n'y a pas de journal dans l'endroit intéressé,

Gazette or in a newspaper, shall be published at least once a week for a period of five consecutive weeks ; and, when published in the Provinces of Quebec and Manitoba, shall be in both the English and French languages ; and marked copies of each issue of all newspapers containing any such Notice shall be sent to the Clerk of the Senate, endorsed " *Private Bill Notice* " ; or a statutory declaration as to due publication may be sent in lieu thereof.

For fuller particulars, see the Rules of the Senate relating thereto, published in the *Canada Gazette*, or apply at this office.

4426 SAMUEL E. ST. O. CHAPLEAU,
Clerk of the Senate.

HOUSE OF COMMONS.

CONDENSED RULES RESPECTING NOTICES FOR PRIVATE BILLS.

All applications to Parliament for Private Bills, shall be advertised by a notice in the *Canada Gazette*, clearly and distinctly stating the nature and objects of the application, and signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same. For an act of incorporation, the name of the proposed company shall be stated. If the works of any company are to be declared to be for the general advantage of Canada, the same shall be specifically mentioned in the notice, and a copy of such notice shall be sent by registered letter to the clerk of each county or municipality which may be specially affected by such works, and also to the secretary of the province in which such works are, or may be located ; and proof of such service of notice shall be established by statutory declaration.

In addition to the notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar notice shall be published in some leading newspaper, as follows :

1. *For acts of incorporation :*

(a) Of a railway or canal company, or of a company for the construction of any special works, or for obtaining any special rights and privileges—in the principal place in each county or district affected ;

(b) Of a telegraph or telephone company—in the principal place in each province in which the company intends to operate ;

(c) Of banks, insurance, trust, loan or industrial companies (without any special powers)—Advertise in the *Canada Gazette* only.

2. *For amendments to acts of incorporation :*

(a) For the extension of a line of railway or canal or branches thereto.—In the principal place in each county affected ;

(b) For the revival or continuation of a charter or for extension of time for the construction of works of any kind, or for the enlargement of any of the powers of a company (not involving additional special powers)—at the head office of the company ;

(c) For the granting of any special powers or privileges—in the localities actually affected.

All such notices shall be published at least once a week for five consecutive weeks ; and in Quebec and Manitoba, shall be published in both English and French ; and if there be no newspaper published in the locality affected, such notice shall be given in the next nearest locality wherein a newspaper is

cet avis doit être donné dans l'endroit le plus rapproché où se publie un journal. La preuve de la publication s'établit en chaque cas par une déclaration statutaire qui doit être envoyée au greffier de la Chambre des Communes.

Pour autres détails concernant les avis, droits à payer, forme et dépôt du bill, etc., s'adresser au greffier de la Chambre des Communes, à Ottawa, ou voir les règlements de la chambre relatifs aux avis de demandes des bills privés tels que publiés dans la *Gazette du Canada*.

THOS. B. FLINT,
3787 Greffier de la Chambre des Communes.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54. — Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60. — Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les

published. Proof of publication shall be established in each case by statutory declaration to be sent to the Clerk of the House.

For further particulars as to notices, fees, form and deposit of bill, etc., address the Clerk of the House of Commons, Ottawa, or see the Rules of the Commons relating to notices of application for private bills as published in the *Canada Gazette*.

THOS. B. FLINT,
3788 Clerk of the House of Commons.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53. — All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54. — Before any petition praying for leave or bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60. — The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french lan-

langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la Chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,
Assistant G. C. L.

4077

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans

guages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid here.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same are paid in each house.

R. CAMPBELL,
Assistant C. L. C.

4078

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec within the pervue of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and

an journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être républié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexées.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en us de clauses spécial et de rigueur, que es dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans

in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

"5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to

délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

4079

L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative.

Demandes à la Législature

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec à sa prochaine session, par "The Ottawa Golf Club", pour obtenir un acte déclarant que la sous-section 3 de la section 46 de l'acte 63 Vict., chapitre 12, ne s'appliquera pas au club, mais que le club sera considéré comme étant sous la sous-section 2 de la dite section 46, et pour autres fins.

THE OTTAWA GOLF CLUB.

Daté 4 décembre 1908.

4449

Avis est par le présent donné que M. Victor Darveau, de la cité de Québec, demandera à la législature de cette province, à sa prochaine session l'adoption d'un bill aux fins d'autoriser le collège des médecins et chirurgiens à l'admettre à la pratique de la médecine.

4433

CYRILLE F. DELAGE,
Procureur pour le pétitionnaire.

the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, an also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

4080

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Quebec, by the Ottawa Golf Club, for an act declaring that sub-section 3 of section 46 of the act 63 Vict., chapter 12, shall not apply to the club, but that the club shall be deemed to come under sub-section 2 of said section 46, and for other purposes.

THE OTTAWA GOLF CLUB.

Dated 4th December, 1908.

4450

Notice is hereby given that Mr. Victor Darveau of the city of Québec, will apply to the Legislature of this province, at its next session, for the adoption of a bill authorizing the college of physicians and surgeons to admit him to the practice of medicine.

4434

CYRILLE F. DELAGE,
Attorney for the petitioner.

Avis est par le présent donné que M. George Arthur Racine, de la cité de Québec, demandera à la législature de cette province l'adoption d'un bill aux fins d'autoriser le collège des médecins et chirurgiens à l'admettre à la pratique de la médecine.

CYRILLE F. DELAGE,
Procureur du pétitionnaire.

4435

Avis est par le présent donné que Edward A. O'Callaghan, de la paroisse de Saint-Ferdinand d'Halifax, dans le district de Arthabaska, province de Québec, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'autoriser le barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession légale, après avoir passé les examens requis.

EDWARD A. O'CALLAGHAN,

Saint-Ferdinand d'Halifax,
4 décembre 1908.

4473

Avis public est par les présentes donné que le collège des médecins et chirurgiens de la Province de Québec s'adressera à la législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour la refonte et la révision de la loi qui le constitue, laquelle est contenue dans la section deuxième du chapitre quatrième des statuts révisés de la Province de Québec, intitulé, "des médecins et chirurgiens", et de plus dans le but de modifier cette constitution, notamment en ce qui concerne la création d'un bureau médical d'examineurs pour l'obtention de la licence provinciale de médecine, la création de diverses commissions avec autorisation par le bureau des gouverneurs de déléguer ses pouvoirs à ces commissions, la répression de l'exercice illégal de la médecine, la régie interne de son administration, la prolongation du terme d'office des gouverneurs, la contribution annuelle des membres du collège, l'admission à l'étude de la médecine, l'attribution de pouvoirs plus étendus au registraire, et en général pour toutes fins concernant le bon fonctionnement du collège.

BEAUDIN, LORANGER,

ST. GERMAIN & GUERIN,

Procureurs du collège des médecins et chirurgiens de la Province de Québec.

Montréal, 26 novembre 1908.

4343-2

Avis est par le présent donné que "The Laing Packing and Provision Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender sa charte, dans le but de convertir une partie de l'émission de ses actions ordinaires en actions cumulatives privilégiées, sans pouvoir de voter et dans le but d'augmenter ses pouvoirs d'incorporation.

BROWN, MONTGOMERY &

McMICHAEL,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 25 novembre 1908.

4313 3

AVIS.

Avis est par les présentes donné, qu'à la prochaine session de la législature de la province de Québec, la compagnie de chemin de fer de Matane et Gaspé présentera un bill pour les fins ci-après mentionnées et autres nécessaires à la construction, au maintien et l'exploitation du dit chemin :

- 1° Pour changer le nom de la compagnie ;
- 2° Pour désigner Sainte-Flavie au lieu de Saint-Octave de Métis comme point de raccordement avec l'intercolonial ; pour désigner les points de raccordement avec le chemin de fer Transcontinental, dans les comtés de Témiscouata et Kamouraska ; avoir droit de continuer une ligne principale ou des embranchements jusqu'à la tête de la Rivière Matane, et continuant vers l'est jusqu'à la tête des Rivières Sainte-Anne et Magdeleine, puis, de là se rendre jusqu'au village de Mont Louis, dans le comté de Gaspé, et de là se continuer jusqu'au bassin de Gaspé, soit en suivant le littoral du fleuve ou

Notice is hereby given that Mr. George Arthur Racine, of the city of Québec, will apply to the Legislature of this province for the passing of a Bill authorizing the college of physicians and surgeons to admit him to the practice of medicine.

CYRILLE F. DELAGE,
Attorney for the petitioner.

4436

Notice is hereby given that Edward A. O'Callaghan, of the parish of Saint-Ferdinand d'Halifax, in the district of Arthabaska, province of Québec, will make application to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for the passing of an act to authorize the bar of the province of Québec to admit him to the practice and the profession of the law, after passing the requisite examinations.

EDWARD A. O'CALLAGHAN,

Saint-Ferdinand d'Halifax,
4th December, 1908.

4474

Public notice is hereby given that the college of physicians and surgeons of the Province of Québec will apply to the Legislature of the Province of Québec, at its next session, for the consolidation and revision of the law creating it, which is contained in section two chapter four of the revised statutes of the Province of Québec, entitled "physicians and surgeons", and moreover for the purpose of changing this law, notably in that which concerns the creation of a medical board of examiners for the obtaining of the provincial license of medicine, the creation of various commissions with authorization by the board of governors to delegate their powers to these commissions, the repression of the illegal practice of medicine, the internal direction of its administration, the prolongation of the term of office of the governors, the annual contribution of the members of the college, the admission to the study of medicine, the privilege of more extended powers to the registrar, and in general for all purposes concerning the good working of the college.

BEAUDIN, LORANGER,

ST. GERMAIN & GUERIN,

Attorneys for the college of physicians and surgeons of the Province of Québec.

Montreal, 26th of November, 1908.

4344

Notice is hereby given that, "The Laing Packing and Provision Company" will make application at the next session of the Legislature of the province of Québec, for the passing of an Act amending its charter, for the purpose of converting a portion of its issued common shares into cumulative preferred shares without voting power, and for the purpose of extending its corporate powers.

BROWN, MONTGOMERY &

McMICHAEL,

Solicitors for applicants.

Montreal, 25th November, 1908.

4314

NOTICE.

Notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the province of Québec, the Matane and Gaspé Railway Company will present a bill for the hereinafter mentioned purposes and others necessary for the building, maintenance and working of said road :

1. To change the name of the company ;
2. To designate Sainte-Flavie instead of Saint-Octave de Métis as a connecting point with the Intercolonial ; to designate the connecting points with the Transcontinental Railway, in the counties of Témiscouata and Kamouraska ; to have the right to continue its main line or branches to the head of the Matane river, and continuing towards the east to the head of the Saint Ann and Magdeleine rivers, thence to the village of Mont Louis, in the county of Gaspé, and thence to Gaspé basin either in following the coast of the river, or starting from a point on the main line, behind the townships Tou-

partant d'un point sur la ligne principale en arrière des cantons Tourelle, Christie et Duchesner jusqu'au dit bassin de Gaspé ;

3° Changer l'endroit du bureau principal et la date de l'assemblée annuelle des actionnaires ;

4° Augmenter le capital de la compagnie jusqu'au montant de quatre millions de piastres ;

5° Pour fixer le montant des actions à \$100.00 au lieu de \$50.00.

R. DUPONT,
Secrétaire.

Choquette, Galipeault, Boivin & Métayer,
Procureurs de la requérante.
Québec, 20 novembre 1908.

4261-3

Avis est présentement donné que Théodule David, peintre, de la cité et du district de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir une loi ratifiant un acte d'échange fait entre lui et Joseph Bourgeois et autres, de la dite cité de Montréal, devant M^{re} Léandre Bélanger, N. P., le 27 août 1908, sous le No 19025 des minutes du répertoire du dit M. Bélanger.

BEAUDIN, LORANGER,
ST-GERMAIN & GUERIN,
Avocats du requérant.

Montréal, 12 novembre 1908.

4167.4

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender la charte de "The Havana Trust Company", en changeant son nom pour celui de "The Trust Company of Canada", et en ajoutant à ses pouvoirs actuels les pouvoirs conférés aux compagnies semblables dans cette province, et pour autres fins.

CASGRAIN, MITCHELL &
SURVEYER,
Procureurs des requérants.

Montréal, 12 novembre 1908.

4159.5

Avis Divers

DEMEMBRMENT DE LA PAROISSE DE SAINT-VIATEUR.

Avis public est par le présent donné que par autorité de Monseigneur l'Archevêque de Montréal, le territoire ci-après désigné, à savoir : au nord-est par le centre de la rue Hutchison, au sud-est par le centre de la rue Saint-Bernard, et partie par le centre de la rue Esther, au sud-ouest par la paroisse de Notre-Dame-des-Neiges (limites de la municipalité d'Outremont), au nord-ouest par la paroisse de Saint-Laurent, a été démembré de la paroisse de Saint-Viateur, pour devenir, le dit territoire total ci-haut désigné, la nouvelle paroisse de Sainte-Madeleine, et être les résidents sur ce dit territoire et les possesseurs des terrains indiqués, desservis par les curés ou desservants de la dite paroisse de Sainte-Madeleine, leur enjoignant de leur payer la dime et les oblations telles qu'usitées et autorisées dans le diocèse et de leur porter respect et obéissance dans toutes les choses qui appartiennent à la religion et qui intéressent leur salut.

ZENON THERIEN,
Curé de Sainte-Madeleine,
Outremont.

Outremont, 7 décembre 1908.

4467

Province de Québec, }
District de Montréal, } Cour Supérieure.
No 506.

Dame Onésime Cyr, de la cité de Montréal, dit district, épouse commune en biens de Napoléon

relle, Christie and Duchesner, to the said Gaspé basin ;

3. To change the place of its principal business office and the date of the general meeting of the shareholders ;

4. To increase the capital of the company to four million dollars ;

5. To fix the price of the shares at \$100.00 instead of \$50.00.

R. DUPONT,
Secretary.

Choquette, Galipeault, Boivin & Métayer,
Attorneys for petitioner.
Quebec, 20th November, 1908.

4262

Notice is hereby given that Théodule David, painter, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act to ratify a deed of exchange made between himself and Joseph Bourgeois and others, of the said city of Montreal, before M^{re} Léandre Bélanger, N. P., on the 27th of August, 1908, under No. 19025 of the minutes of said Mr. Bélanger.

BEAUDIN, LORANGER,
ST-GERMAIN & GUERIN,
Attorneys for petitioner.

Montreal, 12th November, 1908.

4168

Notice is hereby given that, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, application will be made for an act to amend the charter of the Havana Trust Company, by changing its name to the Trust Company of Canada, and by adding to its existing powers, the powers conferred upon similar companies in this province, and for other purposes.

CASGRAIN, MITCHELL &
SURVEYER,
Attorneys for applicants.

Montreal, 12th November, 1908.

4160

Miscellaneous Notices

DISMEMBERMENT OF THE PARISH OF SAINT VIATEUR

Public notice is hereby given that, by authority of His Grace the Archbishop of Montreal, the territory hereinafter described, to wit : on the north east by the centre of Hutchison street ; on the south east by the centre of Saint Bernard street, and partly by the centre of Esther street ; on the south west by the parish of Notre Dame des Neiges, (boundary line of Outremont's municipality) ; on the north west by the parish of Saint Lawrence ; has been dismembered from the parish of Saint Viateur, to become the whole of the said territory hereinabove described, the new parish of Sainte Madeleine, the resident of the said territory and the possessors of the lands indicated, served by the Curé and assistants of the said parish of Saint Madeleine, enjoining upon them to pay the tithes and fulfil the usual obligations authorized in the said diocese and to pay them respect and obedience in all things appertaining to religion and which concern their salvation.

ZENON THERIEN,
Curé of Sainte Madeleine,
Outremont.

Outremont, 7th December, 1908.

4468

Province of Quebec, }
District of Montreal, } Superior Court.
No. 506.

Dame Onésime Cyr, of the city of Montreal, said district, wife common as to property of Napoleon

Giroux, menuisier, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, a intenté une action en séparation de corps et de biens à son mari.

ROBILLARD & TETREAU,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 1er décembre 1908. 4375-2

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
No 871.

Dame Lilla Catherine *alias* Katie Chester, du canton de Westbury dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Percy A. Munkittrick, du dit canton de Westbury, dans le dit district, journalier, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Percy A. Munkittrick, du canton de Westbury, dans le district de Saint-François, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-huit novembre 1908.

J. LEONARD,

Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, 4 décembre 1908. 4465

Dame Angéline Tremblay, épouse de Adrien Morin, marchand, de Saint-Hubert, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit mari, sous le numéro 4087 des dossiers de la cour supérieure du district de Kamouraska.

W. A. POTVIN,
Avocat de la demanderesse.

Fraserville, 17 novembre 1908. 4341.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 335.

Dame Henriette Claude, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Léon Rinfret dit Malouin, menuisier, du même lieu, Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph L. Rinfret dit Malouin, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

H. A. CHOLETTE,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 19 novembre 1908. 4405.2

Cour Supérieure.—Montmagny.
No 412.

Dame Adélaïde Bernier, épouse commune en biens de Nazaire Gaudreau, cultivateur, de la paroisse de Saint-Thomas de Montmagny, dûment autorisée à ester en justice par sentence judiciaire, Demanderesse ;

vs

Le dit Nazaire Gaudreau, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse, en cette cause.

ALPHONSE BERNIER,
Procureur de la demanderesse.

Montmagny, 23 novembre 1908. 4245-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2697.

Dame Malvina Lortie, de la ville de Verdun, district de Montréal, épouse commune en biens de Hector Lapiere, plombier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Hector Lapiere, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour.

DESAULNIERS & VALLÉE,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 23 novembre 1908. 4259-3

Giroux, carpenter, of the same place, and duly authorized to appear in judicial proceedings, has instituted a suit against her husband for separation from bed and board.

ROBILLARD & TETREAU,
Attorneys for the plaintiff.

Montreal, 1st December, 1908. 4376

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
No. 871.

Lilla Catherine *alias* Katie Chester, of the township of Westbury, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Percy A. Munkittrick, of the said township of Westbury, in the said district, laborer, duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ;

vs

Percy A. Munkittrick, of the township of Westbury, in the district of Saint Francis, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the twenty-eighth day of November, 1908.

J. LEONARD,

Attorney for Plaintiff.
Sherbrooke, 4th December 1908. 4466

Dame Angelina Tremblay, wife of Adrien Morin, merchant, of Saint Hubert, has taken, to-day, an action for separation as to property against her husband, under number 4087 of the records of the superior court, district of Kamouraska.

W. A. POTVIN,
Attorney for plaintiff.

Fraserville, 17th November, 1908. 4342

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 335.

Dame Henriette Claude, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Léon Rinfret dit Malouin, carpenter, of the same place, Plaintiff ;

vs

The said Joseph L. Rinfret dit Malouin, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted, this day, in this cause.

H. A. CHOLETTE,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 19th November, 1908. 4406

Superior Court.—Montmagny.
No. 412.

Dame Adélaïde Bernier, wife common as to property of Nazaire Gaudreau, farmer, of the parish of Saint Thomas of Montmagny, judicially authorized to *ester en justice*, Plaintiff ;

vs

The said Nazaire Gaudreau, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted by the plaintiff, in this cause.

ALPHONSE BERNIER,
Attorney for plaintiff

Montmagny, 23rd November, 1908. 4246

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 2697.

Dame Malvina Lortie, of the town of Verdun, district of Montreal, wife common as to property of Hector Lapiere, plumber, of the same place, duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ;

vs

The said Hector Lapiere, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted, this day.

DESAULNIERS & VALLÉE,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 23rd November, 1908. 4260

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2855.

Dame Maria Bettez, épouse commune en biens de J. Ovila Alarie, lathier, des cité et district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice, a institué une action en séparation de biens contre son dit mari.

JULIEN & BERARD,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 19 novembre 1908. 4253-3

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 2400.

Dame Lumina Morin, de Québec, épouse de Pierre Rochette, de Québec, pâtissier,
Demanderesse ;

vs

Pierre Rochette, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le dix-huitième jour de novembre courant.

PATRY & LABREQUE,
Procureurs de la demanderesse.
Québec, 19 novembre 1908. 4239-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2664.

Dame Délina Bédard, épouse commune en biens de Julius Branchaud, sans occupation, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Julius Branchaud, Défend ur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le seizième jour de novembre 1908.

PELISSIER, WILSON & ST-PIERRE,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 24 novembre 1908. 4299-3

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure*
No. 2524.

Dame Elmire Poiré, épouse de Barthélémi Bourget, de Québec, a institué, le 23 novembre 1908, une action en séparation de biens contre son mari.

DROUIN, DROUIN & DROUIN,
4319-3 Procureurs de la demanderesse.

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Rimouki. }
No 3735.

Dame Mathilda Perron, épouse de Jean-Baptiste Canuel, de la paroisse de Saint-Pierre du Lac (Cedar Hall), dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes,
Demanderesse ;

vs

Le dit Jean-Baptiste Canuel, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 20e jour d'octobre 1908.

GAGNON & SASSEVILLE,
Procureurs de la demanderesse.
Rimouski, 13 novembre 1908. 4169-4

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 193.

Dame Albertine St-Onge, de la paroisse de Saint-Pierre les Becquets, district de Trois-Rivières, épouse commune en biens de Gédéon Beaudet, fils, commerçant, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

J. A. TESSIER,
Avocat de la demanderesse.
Trois-Rivières, 10 novembre, 1908. 4205-4

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2855.

Dame Maria Bettez, wife common as to property of J. Ovila Alarie, lather, of the city and district of Montreal, and duly authorized to ester *en justice*, has instituted an action for separation as to property against her said husband.

JULIEN & BERARD,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 19th November, 1908. 4254

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 2400.

Dame Lumina Morin, of Quebec, wife of Pierre Rochette, of Quebec, pastry cook,
Plaintiff ;

vs

Pierre Rochette, Defendant.
An action for separation as to property was instituted in this cause, on the eighteenth day of November instant.

PATRY & LABREQUE,
Attorneys for plaintiff.
Quebec, 19th November, 1908. 4240

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Cour*
No. 2664.

Dame Délina Bédard, wife common as to property of Julius Branchaud, without occupation, of the city and district of Montreal,
Plaintiff ;

vs

The said Julius Branchaud, Defendant.
The said Plaintiff duly authorized to ester *en justice*, has, this sixteenth day of November, 1908, taken an action for separation as to property against her said husband.

PELISSIER, WILSON & ST-PIERRE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 24th November, 1908. 4300

Province of Quebec, }
District of Québec. } *Superior Court.*
No. 2524.

Dame Elmire Poiré, wife of Berthélémi Bourget, of Québec, has, on the 23rd November, 1908, instituted an action for separation as to property against her husband.

DROUIN, DROUIN & DROUIN,
4320 Attorneys for the plaintiff

Canada, }
Province of Québec, } *Superior Court.*
District of Rimouski. }
No. 3735.

Dame Mathilda Perron, wife of Jean Baptiste Canuel, of the parish of Saint Pierre du Lac (Cedar Hall), duly authorized to appear in judicial proceedings,
Plaintiff ;

vs

The said Jean-Baptiste Canuel, Defendant.
The said plaintiff has, on the 20th of October, taken an action for separation as to property against her husband, the defendant.

GAGNON & SASSEVILLE,
Attorneys for plaintiff.
Rimouski, 13th November, 1908. 4170

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 193.

Dame Albertine St-Onge, of the parish of Saint Pierre les Becquets, district of Three Rivers, wife common as to property of Gédéon Beaudet, jr, merchant, of the same place, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

J. A. TESSIER,
Attorney for plaintiff.
Three Rivers, 10th November, 1908. 4206

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2610.

Dame Vicenza Gentile, épouse de Filippo Nucciaroni, tous deux des cité et district de Montréal, en ce jour, a été institué une action en séparation de biens contre le dit mari.

J. WILFRID PILON,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 7 novembre 1908. 4119-5

PROVINCE DE QUÉBEC

MUNICIPALITE DU COMTE DE NICOLET.

Aux habitants de la municipalité locale de la paroisse de Sainte-Sophie de Lévrard et de cette partie de la paroisse de Saint-Joseph de Blandford, dans le comté de Nicolet et à tous intéressés.

AVIS PUBLIC

Est donné par le sousigné, Albert Dumont, secrétaire trésorier du conseil municipal du comté de Nicolet, que le dit conseil de comté, à une session générale tenue le 19 octobre dernier (1908), a passé la résolution suivante, savoir :

Le conseil procède à prendre en considération la requête de C. Kirouac *et al*, du 26 septembre 1908, demandant à ce conseil d'adopter les mesures nécessaires pour ériger en municipalité de partie de paroisse cette partie de la paroisse civile de Saint-Joseph de Blandford comprise dans les limites du comté de Nicolet et désignée dans la dite requête.

Il est constaté qu'avis public préalable à la prise en considération par ce conseil de la dite requête, a été dûment donné et publié suivant la loi dans la municipalité locale de la paroisse de Sainte-Sophie de Lévrard et dans la paroisse de Saint-Joseph de Blandford ; il est de plus constaté que la dite partie de paroisse désignée dans la dite requête, se trouve dans les conditions voulues pour être érigée en municipalité de partie de paroisse.

Le conseil ayant délibéré, il est proposé par le conseiller A. E. Dumont, secondé par le conseiller J. Allyson, qu'il soit résolu que ce conseil fasse droit à la dite requête et qu'en conséquence il soit résolu que la partie ci-après décrite de la paroisse civile de Saint-Joseph de Blandford soit érigée en municipalité de partie de paroisse, sous le nom de "Municipalité de la partie nord de la paroisse de Saint Joseph de Blandford ; bornée vers le nord-est par la ligne qui sépare l'augmentation de Saint-Jean de la seigneurie de Lévrard et du canton de Blandford ; vers le sud-ouest par la ligne nord-est du premier rang du canton de Blandford ; vers le sud-est, par la ligne nord-ouest des lots numéros dix-neuf des rangs "A", 5ème, 6ème, 7ème, 8ème et 9ème, du dit canton de Blandford ; vers le nord-ouest par la ligne qui sépare la huitième et la neuvième concession de la seigneurie de Lévrard".

Laquelle résolution a été approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 20 novembre courant, 1908, suivant avis reçu au bureau du dit conseil, le 24 novembre courant (1908).

Donné à Bécancourt, ce vingt-cinq novembre mil neuf cent huit.

(Signé) ALBERT DUMONT,
Sec.-trés. C. M. C. N.

(Vraie copie).
ALBERT DUMONT,
Sec.-trés. C. M. C. N. 4359-2

Avis est par le présent donné que "The Masonic Mutual Relief Association", corps incorporé, de Washington D. C., incorporée par Acte du Congrès, et autorisée à faire des affaires dans la province de Québec, a décidé de cesser de faire des affaires dans cette province et se retire d'icelle.

WILLIAM MONTGOMERY,
4163-4. Secrétaire. 4164

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2610.

Dame Vicenza Gentile, wife of Filippo Nucciaroni, both of the city of Montreal, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband.

J. WILFRID PILON,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 7th November, 1908. 4120

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF NICOLET.

To the inhabitants of the local municipality of the parish of Saint Joseph de Lévrard, and of that part of the parish of Saint Joseph de Blandford, in the county of Nicolet, and to all interested.

PUBLIC NOTICE

Is given by the undersigned, Albert Dumont, secretary treasurer of the municipal council of the county of Nicolet, that the said county council, at a general meeting held the 19th of October last (1908), passed the following resolution, to wit :

The council proceeds to take under advisement the petition of C. Kirouac *et al*, of the 26th September, 1908, requesting this council to adopt the necessary means to erect into a municipality of a part of parish, that part of the civil parish of Saint Joseph de Blandford, comprised within the limits of the county of Nicolet, and described in said petition.

It is established that public notice preliminary to the taking into consideration by this council of the said petition, was duly given and published according to law in the local municipality of the parish of Sainte Sophie de Lévrard and in the parish of Saint Joseph de Blandford ; it is moreover established that the said part of parish designated in the said petition, is in the required condition to be erected into a municipality of a part of parish.

The council having deliberated, it is moved by councillor A. E. Dumont, seconded by councillor J. Allyson, that it be resolved this council do justice to said petition, and in consequence it be resolved that the part hereafter described of the civil parish of Saint Joseph de Blandford be erected into a municipality of a part of parish, under the name of "Municipality of the north part of the parish of Saint Joseph de Blandford ; bounded on the north east by the line separating the gore of of Saint John from the seigniorie of Lévrard and the township of Blandford ; on the south west by the north east line of the first range of the township of Blandford ; on the south east, by the north west line of lots numbers nineteen of ranges "A", 5th, 6th, 7th, 8th and 9th, of said township of Blandford ; on the north west by the line separating the eighth and ninth concession of the seigniorie of Lévrard".

Which resolution was approved by the Lieutenant Governor in council the 20th of November instant, 1908, according to notice received at the office of said council, the 24th of November instant (1908).

Given at Bécancourt, this twenty fifth of November, 1908.

(Signed) ALBERT DUMONT,
Sec.-treas. M. C. C. N.

(True copy).
ALBERT DUMONT,
Sec.-treas. M. C. C. N. 4360

Notice is hereby given that "The Masonic Mutual Relief Association", a body corporate of Washington, D. C., chartered by Act of Congress, and licensed to do business in the province of Quebec, has decided to cease doing business in that province and withdraw therefrom.

WILLIAM MONTGOMERY,
4163-4. Secretary. 4164

AVIS PUBLIC.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Comté de Brome.—District de Bedford.

Avis public est par le présent donné qu'après l'expiration de deux mois de la première publication de cet avis, une demande sera fait au lieutenant-gouverneur en conseil, pour confirmer en faveur des requérants ci-après nommés deux actes de donation ou de transport de "The New York Yearly Meeting of the Religious Society of Friends" et "The Farnham Monthly Meeting of the Religious Society of Friends", deux corporations dûment incorporées suivant la loi, la première ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la cité de New-York, dans l'état de New-York, un des états-unis d'Amérique, et la dernière dans la partie est du canton de Farnham, dans le dit comté de Brome et district de Bedford, passés devant Moses O. Hart, notaire, le huitième jour de janvier 1906, des morceaux de terre suivants, pour les fins d'un cimetière chrétien protestant, les dits morceaux de terre étant les lots numéros vingt-neuf (29) et deux cent cinquante-trois (253), des plan et livre de renvoi officiels de la partie est du canton de Farnham, dans le dit comté de Brome et district de Bedford, et pour incorporer les dits requérants en une société de sépulture sous le nom de "The Friends Union Cemetery Company", avec pouvoir de prendre les dits lots de terre et acquérir tel autre terrain joignant les dits lots qui peut être nécessaire à l'avenir, le tout conformément aux articles 5253 et suivants et amendements des statuts révisés de Québec, au sujet des compagnies de cimetière.

Les noms et résidences au long des dits requérants sont comme suit : Philip W. Faber, Merritt Stevens et Eli W. Hall, tous de la partie est du canton de Farnham, dans le dit district de Bedford, et Moses H. Bedee, du village de Knowlton, dans le dit district de Bedford, et Robert H. Strange, du village de Cowansville, dans le dit district.

J. E. FAY,

Procureur des requérants.

Knowlton, Qué., 2 novembre 1908. 4071.6

PUBLIC NOTICE.

PROVINCE OF QUEBEC.

County of Brome—District of Bedford.

Public notice is hereby given that after the expiry of two months from the first publication of this notice, application will be made to the Lieutenant Governor in Council, to confirm to or in favor of the hereinafter named applicants two certain deeds of gift or grants from "The New York Yearly Meeting of the Religious Society of Friends" and "The Farnham Monthly Meeting of the Religious Society of Friends", two corporations duly incorporated according to law, the former having its chief office and principal place of business in the city of New York, one of the united states of America, and the latter in the east part of the township of Farnham, in the said county of Brome and district of Bedford, passed before Moses O. Hart, notary, on the eighth day of January, 1906, of the following pieces or parcels of land, for the purposes of a protestant christian burying ground or cemetery, the said pieces of land being lots numbers twenty nine (29) and two hundred and fifty three (253), of the official plan and book of reference of the east part of the township of Farnham, in the said county of Brome and district of Bedford, and to incorporate the said applicants into a burial society to be known as "The Friends Union Cemetery Company", with power to take over said lots of land and to acquire such further land adjoining said lots as may become necessary in the future, the whole in conformity with articles 5253 and seq., and amendments, thereto of the revised statutes of Quebec, regarding cemetery companies.

The names and residences in full of the said applicants are as follows : Philip W. Taber, Merritt Stevens and Eli W. Hall, all of the east part of the township of Farnham, in said district of Bedford, and Moses H. Bedee, of the village of Knowlton, in said district of Bedford, and Robert H. Strange of the village of Cowansville, in said district.

J. E. FAY,

Attorney for applicants.

Knowlton, Que., 20th November, 1908. 4072

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de John O'Connor, hôtelier, des cité et district de Montréal, Failli.

Avis est par les présentes donné que le susdit failli a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Montréal, à Montréal, dit district, le 4 décembre 1908, suivant la loi.

PAUL LS. TURGEON,

Sub. gardien prov.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
55, Saint-François-Xavier, Montréal. 4437

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Azarie Guertin, marchand, du village de Saint-Philippe de Laprairie, Insolvable.

Avis est par les présentes donné que le sus-nommé a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Montréal, à Montréal, dit district, le 5 décembre 1908, suivant la loi.

CHARTRAND & TURGEON,

Sub. gardiens provisoires.

55, Saint-François-Xavier, Montréal. 4457

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of John O'Connor, hotel keeper, of the city and district of Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 4th day of December, 1908, the said insolvent has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court for the district of Montreal, at Montreal, said district, according to the law.

PAUL LS. TURGEON,

Sub. prov. guardian.

Office of Chartrand & Turgeon,
55, Saint-François-Xavier, Montreal. 4438

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Azarie Guertin, merchant, of the village of Saint-Philippe de Laprairie, Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has made a judicial abandonment of his properties for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court for the district of Montreal, at Montreal, said district, on the 5th day of December, 1908, according to law.

CHARTRAND & TURGEON,

Sub. prov. guardians.

55, Saint François Xavier, Montreal. 4458

Cour Supérieure.—Saint-Hyacinthe.

No 24.

Re Leduc & Cie, marchands, d'Acton.

Je, soussigné, Joseph Séverin Beaudet, notaire, de la ville d'Acton, district de Saint-Hyacinthe, donne, par le présent, avis que, par ordonnance de l'honorable juge P. G. Martineau, rendue ce jour, j'ai été nommé curateur à la dite faillite.

Les créanciers des dits faillis devront produire entre mes mains leur réclamation assermentée dans un délai de trente jours.

J. S. BEAUDET,
Curateur.
4451

Acton, 4 décembre 1908.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Dame Georgiana Charlebois "Jos. Monarque", Faillie.

Avis est par le présent donné que, le 30e jour de novembre courant, par ordre de cette cour, j'ai été nommé curateur des biens de la susdite faillie qui en a fait un abandon pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être déposées dans mon bureau sous trente jours pour garantir leur collocation pour dividendes.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

60, rue Notre-Dame Est.
Montréal, 30 novembre 1908. 4445

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Wilfrid Jutras, boucher, de la ville de Lachine, Qué.

Avis est par les présentes donné que, par ordre de cette cour, le 3e jour de décembre courant, j'ai été nommé curateur des biens du susdit failli, qui en a fait un abandon pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous 30 jours pour garantir leur collocation pour dividendes.

ALEX. DESMARTEAU,
Curateur.

60, rue Notre-Dame Est.
Montréal, 3 décembre 1908. 4443

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Abraham Cook, commerçant, de la cité de Montréal.

Avis est par le présent donné que, le 30e jour de novembre courant, par ordre de cette cour, j'ai été nommé curateur des biens du susdit failli qui en a fait un abandon pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être déposées dans mon bureau sous trente jours pour garantir leur collocation pour dividendes.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 3 décembre 1908. 4441

EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re "The Montreal Piano Manufacturing Co.,"
de la cité de Montréal, En liquidation ;
et

Alexandre Desmarteau, Liquidateur.
Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende est préparé et sera payable à mon bureau, le et après le 22e jour de décembre 1908.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Liquidateur.

No 60, rue Notre-Dame-Est, Montréal. 4439

Superior Court.—Saint Hyacinth.

No. 24.

Re Leduc & Co., merchants, of Acton.

I, the undersigned, Joseph Séverin Beaudet, notary, of the town of Acton, district of Saint Hyacinth, do hereby give notice that, by order of the Honorable Judge P. G. Martineau given this day, I have been appointed curator to the said insolvent estate.

The creditors of said insolvents are requested to file their claims with me, attested on oath, within a delay of thirty days.

J. S. BEAUDET,
Curator.
4452

Acton, 4th December, 1908.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Dame Georgiana Charlebois, "Jos. Monarque", Insolvent.

Notice is hereby given that, by order of this court, I was, on the 30th day of November instant, appointed curator to the estate of the said insolvent, who has made an abandonment of her property for the benefit of her creditors.

Claims should be filed at my office within thirty days to ensure their collocation for dividend.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

60, Notre-Dame East.
Montreal, 30th November, 1908. 4446

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Wilfrid Jutras, butcher, of the town of Lachine, Que.

Notice is hereby given that, by order of this court, on the 3rd day of December instant, I was appointed curator to the aforesaid insolvent, who has made an abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Claims should be filed at my office within 30 days to ensure their collection for dividends.

ALEX. DESMARTEAU,
Curator.

60, Notre-Dame street East.
Montreal, 3rd December, 1908. 4444

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Abraham Cook, trader, of the city of Montreal.

Notice is hereby given that, by order of this court, on the 30th day of November ult., I was appointed curator to the aforesaid insolvent, who has made an abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Claims should be filed at my office within 30 days to ensure their collocation for dividends.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 3rd December, 1908. 4442

UNDER THE WINDING UP ACT.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re The Montreal Piano Manufacturing Co., of
the city of Montreal, In liquidation ;
and

Alexandre Desmarteau, Liquidator.
Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared and will be payable at my office, on and after the 22nd day of December, 1908.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Liquidator.

No. 60, Notre-Dame street East, Montreal. 4440

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Max Spires, marchand, de Montréal,
faisant affaire sous le nom de " Spires Electric
Co. ", Insolvent.

Avis est par les présentes donné que le sus-nommé
a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le
bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire
de la cour supérieure du district de Montréal,
à Montréal, dit district, le 5 décembre 1908, suivant
la loi.

CHARTRAND & TURGEON,
Sub. gardiens provisoires.
55, Saint-François Xavier, Montréal. 4459

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de François Boisclair, Failli.
Je, sous-général, comptable, de la cité de Montréal,
ai été dûment nommé curateur à la faillite du sus-
nommé par l'honorable juge Mathieu, le septième
jour de décembre 1908.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire
leurs réclamations à mon bureau, s'ils ne l'ont pas
encore fait, No 15, rue Saint-Jacques, Montréal,
dans les trente jours de la date du présent avis.

F. X. BILODEAU,
Curateur.
Montréal, 7 décembre 1908. 4479

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Max Spires, merchant, of Montreal,
doing business under the name of " Spires
Electric Co. ". Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent
has made a judicial abandonment of his properties
for the benefit of his creditors, at the office of the
prothonotary of the superior court for the district
of Montreal, at Montreal, said district, the 5th of
December, 1908, according to law.

CHARTRAND & TURGEON,
Sub. provisional guardians.
55, Saint-François Xavier, Montreal. 4460

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of François Boisclair, Insolvent.
I, the undersigned accountant, of the city of
Montreal, have been duly appointed curator to
above named insolvent estate by Honorable judge
Mathieu, on the seventh day of December, 1908.

Creditors of said insolvent are requested to pro-
duce their claims at my office, if they have not
already done so, No. 15, Saint James street, Montreal,
within thirty days from date of present notice.

F. X. BILODEAU,
Curator.
Montreal, 7th December, 1908. 4480

Vente de Faillites

VENTE PAR ENCAN PAR MM. J. A. MAXHAM & COMPAGNIE.

Dans l'affaire de "The Lake Saint Joseph Hotel
Company, Faillie.
Avis est par le présent donné que l'actif suivant
de la susdite faillie sera vendu par encan public, au
bureau de MM. A. J. Maxham & Cie, rue Saint
Pierre, Québec, MARDI, le 22^e jour de DECEM-
BRE, 1908, à 11 heures du matin.

1^o Stock de lingerie, etc.
2^o Stock de porcelaine, faïencerie, etc.
3^o Stock de verrerie, etc.
4^o Stock d'ustensiles de cuisine, etc.
5^o Stock de divers effets, coffre de sûreté, etc. ;
évalués à \$7,000.00, étant le prix coûtant, moins
20% pour dépréciation.

L'inventaire est visible au bureau de MM. A. J.
Maxham & Cie, rue Saint-Pierre, Québec.

Conditions de la vente : argent comptant.
Les personnes désirant visiter l'hôtel afin d'exa-
miner les effets peuvent le faire en s'adressant à M.
J. Henchey, station Sainte Catherine.

ERNEST T. WURTELE,
Liquidateur.
Bureau : 111, Côte de la Montagne, Québec. 4387-2

VENTE PAR ENCAN PAR MM. A. J. MAXHAM & COMPAGNIE.

Dans l'affaire de "The Lake Saint Joseph Hotel
Company, Faillie.
Avis est par le présent donné que l'actif suivant
de la susdite faillie sera vendu par encan public,
au bureau de MM. A. J. Maxham & Cie., rue Saint-
Pierre, Québec, JEUDI, le SEPTIEME jour de
JANVIER 1909, à ONZE heures a. m.

L'hôtel, bâtisses et terrain du Lac Saint-Joseph,
22 mille de Québec, sur la ligne du chemin de fer
Québec et Lac Saint-Jean, situés sur le rivage du lac
Saint-Joseph, un des lacs les plus pittoresques du
Canada.

La propriété de l'hôtel comprend 183 acres de
terre ayant un front sur l'eau de 12 acres linéaires.
La bâtisse est éclairée à l'électricité et en commu-
nication par téléphone avec Québec.

Insolvent Sales

AUCTION SALE BY MESSRS. A. J. MAXHAM & COMPANY.

In the matter of the Lake Saint Joseph Hotel Com-
pany, Insolvent.
Notice is hereby given that the following assets
of the above estate will be sold by public auction,
at the office of Messrs. A. J. Maxham & Co, Saint
Peter street, Quebec, on TUESDAY, the 22nd day
of DECEMBER, 1908, at 11 a. m.

1st. Stock of linen, etc.
2nd. Stock of china, crockery, &c.
3rd. Stock of glassware, &c.
4th. Stock of kitchen utensils, &c.
5th. Stock of miscellaneous goods, safe, &c. ;
valued at \$7,000.00, being cost price, less 20% for
depreciation.

The inventory can be seen at the office of Messrs.
A. J. Maxham & Co, Saint Peter street, Quebec.

Conditions for sale : cash.
Persons desiring to visit the hotel to examine the
goods can do so by applying to Mr. J. Henchey,
Saint Catherine station.

ERNEST F. WURTELE,
Liquidator.
Office : 111 Mountain Hill, Quebec. 4388

AUCTION SALE BY MESSRS. A. J. MAXHAM & COMPANY.

In the matter of the Lake Saint Joseph Hotel Com-
pany, Insolvent.
Notice is hereby given that the following assets
of the above estate will be sold by public auction,
at the office of Messrs. A. J. Maxham & Co., Saint
Peter street, Quebec, on THURSDAY, the seventh
day of JANUARY, 1909, at ELEVEN a. m.

The Lake Saint Joseph Hotel, outbuildings and
land, 22 miles from Quebec, on the line of the
Quebec & Lake Saint John Railway, situated on
the shore of Lake Saint Joseph, one of the most
picturesque lake of Canada.

The hotel property includes 183 acres of land
and has a frontage upon the water of 12 lineal acres.
The building is lighted by electricity and connected
by telephone with Quebec.

- 1° L'Hotel évalué à \$77,500.00.
- 2° Bâtisses évaluées à \$1,500.00.
- 3° Terre évaluée à \$12,000.00.

Conditions de la vente : argent comptant.

Les personnes désirant visiter la propriété, peuvent le faire en s'adressant à M. J. Henchey, station Sainte-Catherine, Qué.

ERNEST F. WURTELE,

Liquidateur.

Bureau : 111, Côte de la Montagne, Québec.

4389.2

- 1. Hotel building, valued at \$77,500.00.
- 2. Outbuildings, valued at \$1,500.00.
- 3. Land valued at \$12,000.00.

Conditions of sale : cash.

Persons desiring to visit the property can do so by applying to Mr. J. Henchey, Saint Catherine station, Que.

ERNEST F. WURTELE,

Liquidator.

Office : 111, Mountain Hill, Quebec.

4390

Licitations

Canada,
Province de Québec,
District de Joliette,
No 4387.

Cour Supérieure.

LICITATION.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Joliette, dans le district de Joliette, le premier jour de décembre 1908, dans une cause dans laquelle Arthur Charron dit Ducharme, cultivateur, de la paroisse de Saint-Ambroise de Kildare, dans le district de Joliette, est Demandeur, et Dame Marguerite Beaubien, de la paroisse de Saint-Ambroise de Kildare, dans le district de Joliette, veuve de Georges Charron dit Ducharme, en son vivant cultivateur, dans l'Idaho, l'un des états-unis d'Amérique, Joseph Nadeau, cultivateur, de la paroisse de Saint Patrick de Rawdon, dans le dit district de Joliette, en sa qualité de tuteur *ad hoc* à Cham Emery Charron dit Ducharme, de la dite paroisse de Saint-Ambroise de Kildare, enfant mineur issu du mariage du dit Georges Charron dit Ducharme avec la dite Dame Marguerite Beaubien, Wilfrid Charron dit Ducharme, forgeron, dans le Michigan, l'un des états-unis d'Amérique, Georges Charron dit Ducharme, mécanicien, de Fall River, dans le Massachusetts, l'un des états-unis d'Amérique, et Damien Charron dit Ducharme, absent de cette province, sont Défenseurs, ordonnant la licitation d'un immeuble désigné comme suit, savoir :

Un terrain connu et désigné sous le No 286, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Ambroise de Kildare.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUINZIÈME jour de JANVIER 1909, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, en la ville et le district de Joliette ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

TELLIER & LADOUCEUR,

Avocats et procureurs du demandeur.

Joliette, 4 décembre 1908.

4447

[Première publication, 12 décembre 1908.]

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-François.

Cour Supérieure.

LICITATION.

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, sié-

Licitations

Canada,
Provinces of Quebec,
District of Joliette,
No. 4387.

Superior Court.

LICITATION

Notice is given that, in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Joliette, in the district of Joliette, the first day of December, 1908, in a cause in which Arthur Charron dit Ducharme, farmer, of the parish of Saint Ambroise de Kildare, in the district of Joliette, is plaintiff, and Dame Marguerite Baubien, of the parish of Saint Ambroise de Kildare, in the district of Joliette, widow of George Charron dit Ducharme, in his lifetime farmer, in Idaho, one of the united states of America, Joseph Nadeau, farmer, of the parish of Saint Patrick of Rawdon, in the said district of Joliette, in his quality of tutor *ad hoc* to Cham Emery Charron dit Ducharme, of the said parish of Saint Ambroise de Kildare, minor child issue of the marriage of the said George Charron dit Ducharme with the said Dame Marguerite Beaubien, Wilfrid Charron dit Ducharme, blacksmith, in Michigan, one of the united states of America, George Charron dit Ducharme, mechanic, of Fall River, in Massachusetts, one of the united states of America, and Damien Charron dit Ducharme, absent from this province, are Defendants, ordering the licitation of a lot described as follows, to wit :

A lot known and designated as No. 286, on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Ambroise de Kildare

The immoveable above described will be put up at auction and adjudged to the last and highest bidder, the FIFTEENTH day of JANUARY, 1909 sitting the court, in the court room of the court house, in the town and district of Joliette; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such opposition within the delays hereby mentioned, they will be foreclosed from so doing.

TELLIER & LADOUCEUR,

Attorneys for plaintiff.

Joliette, 4th December, 1908.

4448

[First published, 12th December, 1908.]

Canada,
Province of Quebec,
District of Saint Francis.

Superior Court.

LICITATION.

Notice is hereby given that, by and in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Sher

geant à Sherbrooke, dans le district de Saint-François, le cinquième jour de novembre mil neuf cent huit, dans une cause dans laquelle Dame Oméline Emma Aubertin, de la cité de Montréal, district de Montréal, épouse séparée de biens par contrat de mariage de Joseph Prisque Normand, comptable, de la cité de Montréal, district de Montréal, et le dit Joseph Prisque Normand pour autoriser sa dite épouse à ester en justice, sont Demandeurs; et Joseph Prisque Normand, de la cité de Montréal, district de Montréal, comptable, en sa qualité de tuteur dûment nommé à Marianna Jasmin, Armand Jasmin, Alphonse Jasmin, Israël Jasmin, enfants mineurs issus du mariage de feu Louis Jasmin, en son vivant menuisier, de Coaticook, et de la dite Dame Oméline Emma Aubertin, est Défendeur, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

Ce certain morceau de terre connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels de la ville de Coaticook, comme étant les lots numéros huit cent huit et huit cent neuf, du plan, cadastre et livre de renvoi officiels pour le village de Coaticook—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUINZIÈME jour de JANVIER mil neuf cent neuf, cour tenante, dans la chambre d'audience du palais de justice, du district de Saint-François, à la cité de Sherbrooke; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de la faire.

PANNETON & LEBLANC,

Procureurs des demandeurs.

Sherbrooke, 6 novembre 1908. 4363.2
[Première publication, 5 décembre 1908.]

brooke, in the district of Saint Francis, the fifth day of November, nineteen hundred and eight, in a cause in which Dame Oméline Emma Aubertin, of the city of Montreal, district of Montreal, wife separated as to property by marriage contract from Joseph Prisque Normand, accountant, of the city of Montreal, district of Montreal, and the said Joseph Prisque Normand to authorize his said wife to appear in judicial proceedings, are Plaintiffs; and Joseph Prisque Normand, of the city and district of Montreal, accountant, in his quality of duly named tutor to Marianna Jasmin, Armand Jasmin, Alphonse Jasmin, Israël Jasmin, minor children issue of the marriage of the late Louis Jasmin, in his lifetime joiner, of Coaticook, and of the said Dame Oméline Emma Aubertin, is Defendant, ordering the licitation of certain immovables, described as follows, to wit :

That piece of land known and described on the official plan and book of reference of the town of Coaticook, as lots numbers eight hundred and eight and eight hundred and nine, of the plan, cadastre and official book of reference for the village of Coaticook—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The immoveable above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, the FIFTEENTH day of JANUARY, nineteen hundred and nine, sitting the court, in the court room of the court house, of the district of Saint Francis, in the city of Sherbrooke; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court; and all opposition to annul, to secure charges or to withdraw from the said licitation shall be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and all oppositions for payment shall be filed within six days after the adjudication, and in default by the parties to file the said oppositions in the delays hereby prescribed, they shall be foreclosed from so doing.

PANNETON & LEBLANC,

Attorneys for plaintiffs.

Sherbrooke, 6th November, 1908. 4364
[First published, 5th December, 1908.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit.—Comté de Drummond.

Arthabaska, à savoir : { DIDACE GUEVRE-
No 923. } DMONT, Demandeur; contre NORBERT MARTIN, Défendeur.

Une terre étant la moitié nord-ouest du lot de terre connu et désigné comme étant le numéro vingt-six ($\frac{1}{2}$ N.-O. 26), du sixième rang de Simpson, aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Simpson; tenant d'un côté au sud-est à Frank Lahaie, de l'autre côté au nord-ouest au lot numéro vingt-cinq du susdit rang. A distraire de ce lot un terrain ou emplacement appartenant à Anastase Valois ou représentant, de la contenance d'un arpent et demi de largeur parallèlement au chemin de front des sixième et septième rangs, sur un arpent de largeur; tenant en avant au chemin de front susdit, en arrière, au sud-ouest et d'un côté au sud-est au dit numéro vingt-six au dit défendeur, et de l'autre côté au nord-ouest au lot numéro vingt-cinq du dit cadastre officiel.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.—County of Drummond.

Arthabaska, to wit : { DIDACE GUEVRE-
No. 923. } DMONT, Plaintiff; against NORBERT MARTIN, Defendant.

A piece of land being the north west half of the lot of land known and described as being the lot number twenty six ($\frac{1}{2}$ N. W. 26), of the sixth range of Simpson, on the official plan and book of reference for the township of Simpson; bounded on one side to the south east by Frank Lahaie, on the other side, to the north west by lot number twenty five of the said range. To be distracted from this lot an emplacement belonging to Anastase Valois or representative, containing one and a half arpent in width parallel to the road of the sixth and seventh ranges, by one arpent in width; bounded in front by the above front road, in the rear, to the south west, and on one side at the south east by the lot number twenty six by said defendant, and on the other side to the north west by lot twenty five of said official cadastre.

To be sold at the parochial church door of Saint

de Saint-Lucien, le VINGT-QUATRIEME jour de DECEMBRE prochain 1908, à l'heure du MIDI.

P. L. TOUSIGNANT,
Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaska, 17 novembre 1908. 4193-2
[Première publication, 21 novembre 1908.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } **THE EASTERN TOWN-**
No 238. } **SHIPS' BANK,** Deman-
deresse; contre J. C. NOEL ET AL. Défendeurs.

Un emplacement étant le lot cent soixante-dix-neuf (179), du cadastre officiel et livre de renvoi pour le village de Kingsville, maintenant la ville de Thetford Mines—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Cette vente est soumise à la réserve des droits de mines et autres réserves, restrictions et stipulations contenues en un acte de vente de MM. King Bros. au Révd. J. A. D'Auteuil, en date du 27 juillet 1887, devant Mtre J. G. Couture, notaire.

Aussi à la charge d'une rente annuelle constituée de six piastres par an, payable aux Révérendes Sœurs de la Charité.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alphonse de Thetford, le VINGT-DEUXIEME jour de DECEMBRE prochain 1908, à NEUF heures du matin.

P. L. TOUSIGNANT,
Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 17 novembre 1908. 4191-2
[Première publication, 21 novembre 1908.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR

Chicoutimi à savoir: } **VITAL ELZEAR**
No 1928. } **PARADIS,** de la cité
de Québec, Curateur; contre **ADELARD TREMBLAY,** de Saint-Félicien, Failli.

1° Un certain terrain ou emplacement sis et situé en la paroisse de Saint-Félicien, mesurant cinquante pieds de front sur cent pieds de profondeur, mesure précise, faisant partie du lot de terre numéro (18B) dix-huit B, du premier rang des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Desmeules; borné en front vers le sud-ouest au chemin de front du dit rang, en profondeur au nord-est et du côté sud-est à Jean alias Johnny Gagnon, et du côté nord-ouest à la distance de quinze pieds de la ligne entre les lots numéros dix-huit et dix-neuf du premier rang du dit cadastre—avec les bâtisses et dépendances.

2° Un morceau de terrain situé en la dite paroisse de Saint-Félicien, mesurant en front un demi arpent sur un demi arpent de profondeur, faisant partie du lot de terre numéro (19A) dix-neuf A, du premier rang des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Desmeules; borné en front au nord-est partie à l'emplacement de Alfred Tremblay et Emile Bouchard, et partie à l'emplacement de Jean Baptiste Drolet, en profondeur au sud-est à Joseph Beaumont ou représentants tel que le tout est actuellement—circonstances et dépendances.

3° Un certain emplacement sis et situé en la même paroisse de Saint-Félicien, mesurant en front soixante-et-douze pieds anglais sur un demi arpent de profondeur, faisant partie du lot numéro (19A) dix-neuf A, du premier rang des plan et livre de renvoi officiels du canton Desmeules; borné en front au nord-est au chemin de front du dit rang,

Lucien, on the TWENTY FOURTH day of DECEMBER next, 1908, at the hour of NOON.

P. L. TOUSIGNANT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, 17th November, 1908. 4194
[First published, 21st November, 1908.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } **THE EASTERN TOWN-**
No. 238. } **SHIPS' BANK,** Plaintiff;
against J. C. NOEL ET AL. Defendants.

An emplacement being the lot one hundred and seventy nine (179), of the official cadastre and book of reference of the village of Kingsville, now the town of Thetford Mines—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

This sale is made subject to the reserve of the rights of mines and other reserves, restrictions and stipulations contained in a deed of sale of Messrs. King Bros. to the Rev. J. A. D'Auteuil, executed in the presence of master J. G. Couture, notary, on the 27th of July, 1887.

Also subject to a yearly constituted rent of six dollars to the Reverend Sisters of Charity.

To be sold at the parochial church door of Saint Alphonse of Thetford, on the TWENTY SECOND day of DECEMBER next, 1908, at NINE o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, 17th November, 1908. 4192
[First published, 21st November, 1908.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Chicoutimi, to wit: } **VITAL ELZEAR**
No. 1928. } **PARADIS,** of the city of Que-
bec, Curator; against **ADELARD TREMBLAY,** of Saint Félicien, Insolvent.

1. A certain lot or piece of ground lying and situate in the parish of Saint Félicien, measuring fifty feet in front by one hundred feet in depth, exact measure, forming part of the lot of land number (18 B) eighteen B, of the first range of the official plan and book of reference of the cadastre of the township Desmeules; bounded in front to the south west by the front road of said range, in depth to the north-east and on the south east side by Jean alias Johnny Gagnon, and on the north west by the distance of fifteen feet of the line between the lots numbers eighteen and nineteen of the first range of said cadastre—with buildings and dependencies.

2. A piece of land situate in the said parish of Saint Félicien, measuring in front a half arpent by a depth of a half arpent, forming a part of the lot of land number (19 A) nineteen A, of the first range of the official plan and book of reference of the cadastre of the township Desmeules; bounded in front by the north east partly by the lot of Alfred Tremblay and Emile Bouchard, and partly by the lot of Jean-Baptiste Drolet, in depth to the south east by Joseph Beaumont or representatives, as the whole is actually—circumstances and dependencies.

3. A certain lot lying and situate in the same parish of Saint Félicien, measuring in front seventy two feet english, by a half arpent in depth, forming part of lot number (19 A) nineteen A, of the first range of the official plan and book of reference of the township Desmeules; bounded in front to the north east by the front road of said range, in depth

en profondeur au sud-ouest à un morceau de terrain ayant appartenu à Arthur Verrault, au sud-est à Alfred Cossette ou représentants et au nord-ouest à Arthur Verrault ou représentants—avec bâtisses et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Félicien à DIX heures de l'avant midi, le TREIZIEME jour de JANVIER mil huit cent neuf.

O. BOSSE, Shérif.
 Bureau du Shérif, 4469
 7 décembre 1908. [Première publication, 12 décembre 1908]

Cour Supérieure.—Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir : } DOMICILE TETU, du
 No 2115 } village de Saint-Félicien, Demandeur ; vs J. ALEXANDRE JOBIN, de la paroisse de Saint-Félicien, Défendeur.

Tous les droits qu'il a de réméré sur les immeubles suivants, savoir : les lots numéros huit A et huit B, du cadastre officiel du troisième rang du canton Demeules, dans la paroisse de Saint-Félicien, dans le comté du Lac Saint-Jean—avec leurs appartenances et dépendances. Les dits droits de réméré appartenant au défendeur, J. Alexandre Jobin, résultent des actes suivants enregistrés au bureau d'enregistrement, à Roberval : (A) Vente à réméré en date du 15 mai 1896, devant Mtre J. D. Marcoux, notaire, par J. Alexandre Jobin à Dame Victoire Fradet, veuve de Pierre Dumonthier ; (B) Vente en date du 4 janvier 1902 devant Mtre J. A. Charlebois, notaire, par J. D. Marcoux à-qualités à U. Antoine Bélanger ; (C) Acte d'attribution en date du 13 décembre 1904 devant Mtre J. D. Marcoux, notaire, par U. Antoine Bélanger à J. Alexandre Jobin.

Pour être vendus à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Félicien, à ONZE heures de l'avant-midi, le TREIZIEME jour du mois de JANVIER prochain (1909).

O. BOSSE, Shérif.
 Bureau du shérif, 4471
 Chicoutimi, 7 décembre 1908. [Première publication, 12 décembre 1908.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Joliette.

Joliette, à savoir : } ARTHUR J. B. ROBERT,
 No 4426. } Demandeur ; vs PIERRE
 LEON GADOURY, Défendeur.

Une terre en la paroisse de Sainte-Elizabeth, connue et désignée sous les numéros deux cent quarante et un partie et deux cent quarante-deux partie (241 partie et 242 partie), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Sainte-Elizabeth—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Elizabeth, le QUATORZIEME jour de JANVIER prochain, à UNE heure de l'après-midi.

A. M. RIVARD, Shérif.
 Bureau du shérif, 4461
 Joliette, 7 décembre 1908. [Première publication, 12 décembre 1908.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court, dans et pour le comté de Montcalm.
 Joliette, à savoir : } THE MATHEW MOODY
 No 2003. } & SON COMPANY, LIMITED, Demanderesse ; contre APPOLINAIRE OUELLETTE, Défendeur.

to the south west by a piece of land having belonged to Arthur Verrault, on the south east by Alfred Cossette or representatives, and on the north west by Arthur Verrault or representatives—with buildings and dependencies.

To be sold at the church door of Saint Félicien, at TEN o'clock in the forenoon, the THIRTEENTH day of JANUARY one thousand nine hundred and nine.

O. BOSSE, Sheriff.
 Sheriff's Office, 4470
 7th December, 1908. [First published, 12th December, 1908.]

Superior Court—Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit : } DOMICILE TETU, of the
 No. 2115. } village of Saint Felicien, Plaintiff ; vs J. ALEXANDRE JOBIN, of the parish of Saint Felicien, Defendant.

All the rights of redemption he has on the following immovables : the lots numbers eight A and eight B, of the official cadastre of the third range of the township Demeules in the parish of Saint Felicien, in the county of Lake Saint John—with their appurtenances and dependencies. The said rights of redemption belonging to the defendant, J. Alexandre Jobin, and entitle to him under the following deeds registered at the registry office at Roberval : (A) Sale with the right of redemption dated the 15th of May, 1896, before Mtre J. D. Marcoux, notary, by J. Alexandre Jobin to Dame Victoire Fradet, widow of Pierre Dumonthier ; (B) Sale dated the 4th of January, 1902, before Mtre J. A. Charlebois, notary, by J. D. Marcoux, à-qualités, to U. Antoine Belanger ; (C) Deed of composition dated the 13th of December, 1904, before Mtre J. D. Marcoux, notary, by U. Antoine Belanger to J. Alexandre Jobin.

To be sold at the church door of the said parish of Saint Felicien, at ELEVEN o'clock in the forenoon, the THIRTEENTH day of the month of JANUARY next, (1909).

O. BOSSE, Sheriff.
 Sheriff's Office, 4472
 Chicoutimi, 7th December, 1908. [First published, 12th December, 1908]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit : } ARTHUR J. B. ROBERT,
 No. 4426. } Plaintiff ; vs P I E R R E
 LEON GADOURY, Defendant.

A land situate in the parish of Saint Elizabeth, known and described as numbers two hundred and forty one part and two hundred and forty two part (241 part and 242 part), on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Saint Elizabeth—with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Elizabeth, the FOURTEENTH day of JANUARY next, at ONE o'clock in the afternoon.

A. M. RIVARD, Sheriff.
 Sheriff's Office, 4462
 Joliette, 7th December, 1908. [First published, 12th December, 1908.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court in and for the county of Montcalm.
 Joliette, to wit : } THE MATHEW MOODY &
 No. 2003. } SON COMPANY, LIMITED, Plaintiff ; against APPOLINAIRE OUELLETTE, Defendant.

Une terre située en la paroisse de Saint-Calixte de Kilkenny, connue comme étant les numéros dix-sept b et dix-sept c (17 b et 17 c), du dixième rang du canton de Kilkenny, d'après les plan et livre de renvoi officiels du cadastre de partie du dit canton — avec les bâties dessus érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Calixte de Kilkenny, le TREIZIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD.

Bureau du Shérif. Shérif.
Joliette, 7 décembre 1908. 4463
[Première publication, 12 décembre 1908.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure. — District de Kamouraska.

Fraserville, à savoir : } **PAUL BEAULIEU**, fermier, de la paroisse de Saint-Hubert, Témiscouata, Demandeur ; contre **ADRIEN MORIN**, cultivateur, de la paroisse de Saint-Hubert, Défendeur en cette cause conjointement avec **Elias Morin**, cultivateur, du même lieu.

Tous les droits de réméré de **Adrien Morin**, défendeur, et lui résultant : 1° d'un acte de vente à réméré consenti originairement à **Georges Azarie Binet** par **Epiphane Caron**, le 2 décembre 1905, suivant acte reçu devant **Mtre J. A. Foisy**, notaire, et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Témiscouata, sous le No 38652 ; 2° d'un acte de vente à réméré et d'extension de délai du réméré ci-dessus consenti tant par le dit **Adrien Morin** que par le dit **G. A. Binet**, le dix-neuf décembre 1907, devant **Mtre J. A. Foisy**, notaire, et enregistré au dit bureau d'enregistrement sous le No 41204, et affectant les dits droits et facultés de réméré, les lots suivants, savoir :

(a) Une terre étant connue et désignée au cadastre officiel du comté de Témiscouata, pour le troisième rang du canton Demers, comme étant la partie est du lot No 14B, mesurant un arpent et une perche de largeur sur la profondeur du dit lot, et comme étant le lot quinze A, mesurant les mêmes largeur et profondeur.

(b) Une terre étant maintenant connue et désignée sous les numéros seize A et seize B (16A et 16B), du cadastre officiel de Témiscouata, pour le quatrième rang du dit canton Demers.

Pour être vendus en un seul lot, à la porte de l'église de Saint-Hubert, le VINGT-TROISIEME jour de DECEMBRE 1908, à DEUX heures de l'après-midi.

P. EUG. MARTIN.

Bureau du shérif. Shérif.
Fraserville, 18 novembre 1908. 4223-2
[Première publication, 21 novembre 1908.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure. — District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **J. CLEOPHAS LAMOTHE**
No 389. } **J. THE ET CHARLES**
CHAMPOUX, tous deux avocats, des cité et district

1. A land situate in the parish of Saint Calixte de Kilkenny, known as numbers seventeen b and seventeen c (17 b and 17 c), in the tenth range of the township of Kilkenny, on the official plan and book of reference of the cadastre of part of said township — with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Calixte de Kilkenny, the THIRTEENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office, Shérif.
Joliette, 7th December, 1908. 4464
[First published, 12th December, 1908.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court. — District of Kamouraska.

Fraserville, to wit : } **PAUL BEAULIEU**, farmer, of the parish of Saint Hubert Témiscouata, Plaintiff ; against **ADRIEN MORIN**, farmer, of the parish of Saint Hubert, Defendant in this cause jointly with **Elias Morin**, of the same place, farmer.

All the rights of redemption of **Adrien Morin**, the defendant, and to him accruing : 1. Under a deed of sale of redemption originally granted to **Georges Azarie Binet** by **Epiphane Caron**, on the 2nd of December, 1905, under a deed passed before **Mtre J. A. Foisy**, notary, and registered in the registry office of the county of Témiscouata, under the number 38652 ; 2. Under a deed of sale of redemption and of extension of delay of redemption above granted as well by the said **Adrien Morin** as by the said **G. A. Binet**, on the nineteenth of December, 1907, before **Mtre J. A. Foisy**, notary, and registered at the said registry office, under the number 41204, and the said rights and powers of redemption affecting the following lots, to wit :

(a) A piece of land now known and distinguished on the official cadastre of the county of Témiscouata, for the third range of the township of Demers, as being the east part of lot number 14 B, measuring one arpent and one perch in width on the depth of the said lot, and as being the lot fifteen A, measuring the same width and depth.

(b) A piece of land now known and distinguished as the numbers sixteen A and sixteen B (16 A and 16 B), of the official cadastre of Témiscouata, for the fourth range of the said township of Demers.

To be sold as a single lot, at the church door of Saint Hubert, on the TWENTY THIRD day of DECEMBER, 1908, at TWO o'clock in the afternoon.

P. EUG. MARTIN,

Sheriff's office, Shérif.
Fraserville, 18th November, 1908. 4224
[First published, 21st November, 1908.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court. — District of Montreal.

Montreal, to wit : } **J. CLEOPHAS LAMOTHE**
No. 389 } **J. AND CHARLES**
CHAMPOUX, both advocates of the city and district of

de Montréal, et y pratiquant ensemble et en société sous la raison sociale de "Lamothe et Champoux, Demandeurs; contre les terres et tenements de HENRY W. PRENDERGAST, du même lieu, Défendeur.

Cinq lots de terre ayant front sur la rue de Lorimier, en la dite cité de Montréal, connus et désignés sous les Nos 5, 6, 7, 8 et 9, de la subdivision du lot No 1223, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie—avec maison et bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de JANVIER prochain (1909), à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 9 décembre 1908. Shérif. 4483
[Première publication, 12 décembre 1908.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME THAIS LALU-
No 2449. } MIERE, veuve de
Louis Geoffrion, en son vivant de la paroisse de Varennes, district de Richelieu, résidant au dit village de Varennes, Demanderesse; contre les terres et tenements de ALPHONSE OUELLETTE, jardinier, de Boucherville, district de Montréal, Défendeur.

1° Un terrain, avec circonstances et dépendances, situé dans la paroisse de Boucherville, au Pérou, contenant environ deux arpents et neuf perches de front sur environ deux arpents et deux perches de profondeur; de là prenant quatre arpents et sept perches de front sur cinq arpents et une perche ou environ, tenant au bout nord-ouest partie au chemin de front du dit rang, et à Alfred Jodoin ou représentants, à l'autre bout au terrain appartenant aux représentants de Emelie Savaria, joignant au côté nord-est à Moïse Huet ou représentants, et de l'autre côté au dit Alfred Jodoin ou représentants, et à Paschal Jodoin ou représentants. Le dit terrain faisant partie de l'immeuble connu et désigné sous le numéro 174, sur le plan et au livre de renvoi officiels de la municipalité de la dite paroisse de Boucherville.

2° Un emplacement situé au village de Boucherville, connu et désigné sous le numéro 93, aux plan et livre de renvoi officiels du dit village de Boucherville—avec circonstances et dépendances, tenant à un bout à la rue Saint-Pierre, et à l'autre bout à la rue Saint-Louis.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Boucherville, le QUATORZIEME jour de JANVIER prochain (1909), à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du shérif, Montréal, 9 décembre 1908. Shérif. 4485
[Première publication, 12 décembre 1908.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal à savoir: } DAME MARIE HAMEL,
No 6911. } épouse contractuellement
séparée de biens de Adélaré Limoges, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, entrepreneur, de la ville de Terrebonne, district de Terrebonne. La dite Dame Hamel y faisant affaires seule comme entrepreneur et manufacturier de portes et chassis, sous les nom et raison sociale de "Limoges et Cie", Demanderesse; contre les terres et tenements de EUGENE PAGE, de Tétreaulville, district de Montréal, Défendeur.

1° Un lot de terre sis et situé en la ville de Tétreaulville de Montréal; borné en front par la rue Marie-Antoinette, connu et désigné sous le numéro six cent trente et un, de la subdivision du lot numéro trois cent quatre-vingt-dix-huit (631-398), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe—sans bâtisses.

2° Un autre lot de terre sis et situé au même

Montreal, and there practicing together and in partnership under the firm name and style of Lamothe & Champoux, Plaintiffs; against the lands and tenements of HENRY W. PRENDERGAST, of the same place, Defendant.

Five lots of land having front on de Lorimier street, in the said city of Montreal, known and described as numbers 5, 6, 7, 8 and 9, of the subdivision of lot No. 1223, of the official plan and book of reference of Saint Mary's ward—with house and buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the FOURTEENTH day of JANUARY next (1909), at TWO o'clock in the afternoon—

J. R. THIBAudeau,

Shariff's office, Montréal, 9th December, 1908. Sheriff. 4484
[First published, 12th December, 1908.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME THAIS LALU-
No. 2449. } MIERE, widow of Louis
Geoffrion, in his lifetime of the parish of Varennes, district of Richelieu, residing in the said village of Varennes, Plaintiff; against the lands and tenements of ALPHONSE OUELLETTE, gardener, of Boucherville, district of Montreal, Defendant.

1. A lot of land—with circumstances and dependencies, situate in the parish of Boucherville, at Pérou, containing about two arpents and nine perches in front by about two arpents and two perches in depth, thence containing four arpents and seven perches in front by five arpents and one perch in depth or about; bounded at the north west end partly by the front road of said range and by Alfred Jodoin or representatives, on the other end by the land belonging to the representatives of Emelie Savaria, on the north-east side by Moïse Huet or representatives, and on the other side by the said Alfred Jodoin or representatives and by Paschal Jodoin or representatives. The said lot forming part of the immoveable known and described as number 174 on the official plan and book of reference of the municipality of the said parish of Boucherville.

2. A lot situate in the village of Boucherville, known and designated as number 93 on the official plan and book of reference of the said village of Boucherville—with circumstances and dependencies; bounded at one end by Saint Peter street and at the other end by Saint Louis street.

To be sold at the parochial church door of the parish of Boucherville, the FOURTEENTH day of JANUARY next (1909), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 9th December, 1908. Sheriff. 4486
[First published, 12th December, 1908.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME MARIE HAMEL,
No. 6911. } wife separated by marriage
contract as to property of Adélaré Limoges, and the latter to authorize his said wife for the present purposes, contractor, of the town of Terrebonne, district of Terrebonne. The said Dame Hamel there doing business alone as contractor and manufacturer of doors and windows, under the firm, name and style of "Limoges & Cie", Plaintiff; against the lands and tenements of EUGENE PAGE, of Tétreaulville, district of Montreal, Defendant.

1. A lot of land lying and situate in the village of Tétreaulville of Montreal; bounded in front by Marie-Antoinette street, known and described as number six hundred and thirty one, of the subdivision of lot number three hundred and ninety eight (631-398), on the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe—without buildings.

2. Another lot of land lying and situate in the

lieu ; borné en front par la rue Marie Antoinette, connu et désigné sous le numéro six cent trente-deux, de la subdivision du lot numéro trois cent quatre-vingt-dix-huit (632-398), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de JANVIER prochain (1909), à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 9 décembre 1908. [Première publication, 12 décembre 1908.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **THE TRUST AND LOAN**
No 3220. } **COMPANY OF CANADA,**
corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité et le district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements qui se trouvent entre les mains de EUSEBE BRANCHAUD, député protonotaire de la cour supérieure, curateur nommé par jugement de cette cour, en date du 19 septembre 1908, au délaissement fait le 16 du même mois par Guillaume Ouellette, de Saint-Pierre aux Liens, district de Montréal, l'un des défendeurs en cette cause et qui se trouvent aussi entre les mains de Hormidas Desmarchais et Vitaline Ouellette, son épouse, tous deux ci-devant de Notre-Dame des Neiges, dit district, et maintenant de la cité et du district de Montréal, le premier tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse, et Sylvio Desmarchais, de Montréal susdit, les trois autres défendeurs en cette cause, les dits lots décrits comme suit :

Parties des quatre lots de terre connus et désignés sous les numéros deux cent vingt-deux, deux cent vingt-trois, deux cent vingt-quatre et deux cent vingt-cinq, (222, 223, 224 et 225), de la subdivision du lot de terre numéro vingt-huit (28), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges, la dite partie du premier lot contenant trente-trois (33) pieds de front et en arrière quatre-vingt-quinze (95) pieds de profondeur, et les dites parties de chacun des dits trois lots en dernier lieu mentionnés, contenant vingt (20) pieds de front et en arrière quatre-vingt-quinze (95) pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins ; les dites parties des dits quatre lots étant bornées en front par le chemin public de la Côte des Neiges, en arrière par le résidu des dits quatre lots, avec le droit de passage dans l'avenue Maple Wood, laquelle borne d'un côté le lot de subdivision deux cent vingt-deux (222), les dites parties des dits quatre lots ne formant qu'un seul lot de terre—avec les bâtisses sus-érigées (parties 23, 222, 223, 224 et 225).

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de JANVIER prochain (1909), à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 9 décembre 1908. [Première publication, 12 décembre 1908.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **AME THAIS LALU-**
No 1704. } **MIERE,** veuve de Louis Geoffrion, en son vivant cultivateur, de la paroisse de Varennes, district de Richelieu, résidant au village de Varennes, district de Richelieu, Demanderesse ; contre les terres et tenements de ALPHONSE OUELLETTE, jardinier, de Boucherville, district de Montréal, Défendeur.

Une terre—avec circonstances et dépendances, située dans la paroisse de Boucherville, comté de Chambly, district de Montréal, partie en la troisième et partie en la quatrième concession, contenant deux arpents sept perches et onze pieds de front sur la profondeur qui peut se trouver dans les limites ci-après décrites, savoir : tenant au bout nord-ouest à

same place ; bounded in front by Marie-Antoinette street, known and described as number six hundred and thirty two, of the subdivision of lot number three hundred and ninety eight (632-398), on the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the FIFTEENTH day of JANUARY next (1909), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal, 9th December, 1908. [First published, 12th December, 1908.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE TRUST AND LOAN**
No. 3220. } **COMPANY OF CANADA,**
body politic and corporate, with its chief office in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements in the hands of EUSEBE BRANCHAUD, deputy prothonotary of the superior court, curator appointed by judgment of this court, dated the 19th September, 1908, to the surrender made the 16th of the same month by Guillaume Ouellette, of Saint Pierre aux Liens, district of Montreal, one of the defendants in this cause and which are also in the hands of Hormidas Desmarchais and Vitaline Ouellette, his wife, both heretofore of Notre Dame des Neiges, said district, and now of the city and district of Montreal, the first personally as well as to authorize his said wife, and Sylvio Desmarchais, of Montreal aforesaid, the three other defendants in this cause, the said lots described as follows :

Parts of the four lots of land known and designated under the numbers two hundred and twenty two, two hundred and twenty three, two hundred and twenty four and two hundred and twenty five (222, 223, 224 and 225), of the subdivision of the lot of land number twenty eight (28), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges, containing the said part of the first lot thirty three (33) feet in front and rear by ninety five (95) feet in depth, and containing the said parts of each of the said three last mentioned lots, twenty (20) feet in front and rear by ninety five (95) feet in depth, english measure, more or less ; bounded in front, the said parts of said four lots by the public road of Côte des Neiges, in rear by the remainder of said four lots, with right of way in Maple Wood avenue, which bounds subdivision lot number two hundred and twenty two (222) on one side, the said parts of said four lots forming but one block of land—with the buildings thereon erected (parts 28, 222, 223, 224 and 225).

To be sold at my office, in the city of Montreal, the FOURTEENTH day of JANUARY next (1909), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal, 9th December, 1908. [First published, 12th December, 1908.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **AME THAIS LALU-**
No. 1704. } **MIERE,** widow of Louis Geoffrion, in his lifetime farmer, of the parish of Varennes, district of Richelieu, residing in the village of Varennes, district of Richelieu, Plaintiff ; against the lands and tenements of ALPHONSE OUELLETTE, gardener, of Boucherville, district of Montreal, Defendant.

A lot—with circumstances and dependancies, situate in the parish of Boucherville, county of Chambly, district of Montreal, part in the third and part in the fourth concession, containing two arpents seven perches and eleven feet in front by the depth there may be in the limits hereinafter described, to wit : bounded on the north west end by Elie Lal-

Elie Lalumière ou représentants, à l'autre bout à Paschal Jodoin ou représentants, et au cli min de front du quatrième rang au Pérou, joignant d'un côté, au nord-est à Alexis Robert ou représentants, et de l'autre côté à Théophile Savaria ou représentants; la dite terre formant partie des immeubles connus et désignés sous les Nos 109 et 174, sur le plan et au livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Boucherville.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Boucherville, le QUATORZIEME jour de JANVIER prochain (1909), à MIDI.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du shérif, Montréal, 9 décembre 1908. [Première publication, 12 décembre 1908].

Shérif. 4511

Ventes par le Shérif—Pontiac

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et aux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Pontiac.

Province de Québec, } GEORGE E. JEWELL
District de Pontiac, } vs YULIE CARLSON,
No. 976 } à savoir :

Ce morceau de terre connu et désigné comme lot numéro dix-huit, conformément à la subdivision du lot numéro un, du rang A, du canton de Mansfield, situé sur le côté sud de la rue principale, et étant au coin des rues Principale et Romain, dans le village de Fort Coulonge, ayant soixante-six pieds de largeur et quatre-vingt-dix-neuf pieds de profondeur — avec bâtisses quarante et un pieds de front sur cinquante-trois de profondeur; borné comme suit: vers le nord est en front par la rue Principale, vers le sud est par la propriété de Colton Bros, à l'ouest ou en arrière par le lot cent, la propriété du créancier hypothécaire, au nord par la propriété de James W. Hennessey et la rue Romain, située entre les dites propriétés, le tout conformément aux plan et livre de renvoi officiels et conformément à une subdivision d'iceux faite par James W. Hennessey, et étant la propriété achetée par le créancier hypothécaire, par acte de vente dûment enregistré dans le bur au d'enregistrement du comté de Pontiac, première division, le 19 octobre 1903, dans le livre "B", vol. 10, folio 29, numéro 19206.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement pour le comté de Pontiac, première division, dans le village de Bryson, comté de Pontiac, le VINGT-TROISIEME jour de DECEMBRE prochain (1908), à DIX heures de l'avant-midi.

CORNELIUS McNALLY,

Bureau du Shérif, Bryson, 16 novembre 1908. [Première publication, 21 novembre 1908.]

Député-Shérif. 4197-2

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que le TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et li aux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } LOUIS GOULET; contre
No 1790. } L'ALFRED GOULET, à
savoir:

Partie du lot No 81 (quatre-vingt-un), du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Anne-de-Beau-

miere or representatives, on the other end by Paschal Jodoin or representatives, and to the front road of the fourth range at Perou, joined on one side to the north east by Alexis Robert or representatives, and on the other side by Theophile Savaria or representatives, the said lot forming part of the immovables known and described as numbers 109 and 174, on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Boucherville.

To be sold at the parochial church door of the parish of Boucherville, the FOURTEENTH day of JANUARY next (1909), at NOON.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal, 9th December, 1908. [First published, 12th December, 1908.]

Sheriff. 4512

Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Pontiac.

Province of Québec, } GEORGE E. JEWELL;
District of Pontiac, } vs YULIE CARLSON,
No. 976 } to wit:

That piece or parcel of land being known and designated as lot number eighteen, according to the subdivision of lot number one, of range A, of the township of Mansfield, being on the south side of Main street, and being on the corner of Main and Romain streets, in the village of Fort Coulonge, and being six y six feet in width and ninety nine feet in depth—with buildings forty one feet frontage by fifty three in depth, and bounded as follows: towards the north east, or front, by Main street, towards the south east by the property of Colton Bros, on the west, or rear, by lot one hundred, the property of the mortgager, on the north by the property of James W. Hennessey and Romain street, opened between said properties, the whole according to the official plan and book of reference and according to a subdivision thereof made by James W. Hennessey, and being the property bought by mortgager by deed of sale duly registered in the registry office for the county of Pontiac, first division, on the 19th October, 1903, at liber "B", vol. 10, folio 29, number 19206.

To be sold at the registry office for the county of Pontiac, first division, in the village of Bryson, county of Pontiac, on the TWENTY THIRD day of DECEMBER next (1908), at TEN o'clock in the forenoon.

CORNELIUS McNALLY,

Sheriff's office, Bryson, 16th November, 1908. [First published, 21st November, 1908.]

Deputy Sheriff. 4198

Sheriff's Sales—Québec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } LOUIS GOULET; against
No. 1790. } L'ALFRED GOULET, to
wit:

Part of lot (No. 81) number eighty one, of the official cadastre of the parish of Sainte Anne de Beau-

pré, étant un emplacement de forme irrégulière, situé sur le chemin public (en arrière), contenant au sud cinquante et un pieds de front sur cinquante quatre pieds de profondeur par le côté nord-ouest, et quatre-vingt-six pieds de profondeur par le côté sud-ouest, et quatre-vingt-un pieds de profondeur par le côté nord-est, et soixante et quatre de largeur du côté nord, mesure anglaise; borné au sud et au sud-ouest à Philippe Monminy, au nord et au nord-est à François-Xavier Jacob—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne-de-Beaupré, comté de Montmorency, le TRENTIEME jour de DECEMBRE prochain à ONZE heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Québec, 26 novembre 1908. 4277-2
 [Première publication, 28 novembre 1908].

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir: { JEAN-BAPTISTE
 No 404. } REMILLARD,
 Demandeur; contre HUBERT POLIQUIN,
 Défendeur.

Saisi comme appartenant au dit demandeur:

Le lot de terre numéro vingt-deux E (22 E), du cinquième rang du canton de Stoke, sur le plan du cadastre et dans le livre de renvoi officiels du dit canton de Stoke, contenant cinquante acres en superficie—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Stanislas de Kostka d'Ascot, le TREIZIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Sherbrooke, 9 décembre 1908. 4497
 [Première publication, 12 décembre 1908.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François

Saint-François, à savoir: } ONESIME NAULT,
 No 708. } Demandeur; contre
 STANISLAS DESPRES, Défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur les immeubles ci-après décrits, à savoir:

Huit lots ou morceaux de terre sis et situés dans le canton de Wotton, dans le comté de Wolfe, connus et désignés sur le plan du cadastre et au livre de renvoi officiels pour le dit canton de Wotton, comme suit:

1. La juste moitié sud-ouest du lot numéro vingt-neuf R (29 R), dans le quatrième rang du dit canton; bornée en front par la route No 6, en arrière par le numéro vingt-neuf S (29 S), d'un côté par une rue et de l'autre côté par l'autre moitié du dit lot No 29 R—avec les bâtisses dessus construites.

2. Le lot numéro vingt-neuf S (29 S) dans le quatrième rang du dit canton; borné en front par une rue—sans bâtisse.

3. Partie du lot numéro sept (No 7), du troisième rang (du village); borné en front par la route No 10, d'un côté par le résidu du dit lot appartenant à Octave Boisvert, de l'autre côté par le lot No 8 du quatrième rang, (du village) en arrière par la propriété de J. Poitras—sans bâtisse.

4. Le lot numéro huit (No 8), dans le troisième

pré, being a lot of irregular outline, situate on the high road (in the rear), containing to the south fifty one feet frontage by fifty four feet in depth on the north west side, and eighty one feet in depth on the south west side, and eighty one feet in depth on the north east side, and sixty four in width on the nord side, english measure; bounded on the south and south west by Philip Monminy, on the north and north east by François Xavier Jacob,—with buildings thereon erected, circumstances and dependances.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Anne de Beaupré, county of Montmorency, the THIRTIETH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Shérif.
 Quebec, 26th November, 1908. 4278
 [First published, 28th November, 1908].

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit: { JEAN BAPTISTE
 No. 404. } REMILLARD, Plain-
 tiff; against HUBERT POLIQUIN, Defendant.

Seized as belonging to said plaintiff:

The lot of land number twenty-two E (22 E), of the fifth range of the township of Stoke, on the official plan and book of reference of the cadastre of the said township of Stoke, containing fifty acres in area—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Stanislas de Kostka d'Ascot, the THIRTEENTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Shérif.
 Sherbrooke, 9th December, 1908. 4498
 [First published, 12th December, 1908.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit: } ONESIME NAULT,
 No. 708. } Plaintiff; against
 STANISLAS DESPRES, Defendant.

Seized as belonging to said defendant the immovables hereinafter described, to wit:

Eight lots or pieces of land lying and situate in the township of Wotton, in the county of Wolfe, known and described on the official plan and book of reference of the said township of Wotton, as follows:

1. The exact south-west half of lot number twenty nine R, (29 R) in the fourth range of said township; bounded in front by the by-road No. 6, in the rear by lot number twenty nine S (29 S), on one side by a street and on the other side by the other half of said lot No. 29 R—with the buildings thereon erected.

2. The lot number twenty nine S (29 S) in the fourth range of the said township; bounded in front by a street—without a building.

3. Part of lot number seven (No. 7), of the third range (of the village); bounded in front by the by-road No. 10, on one side by the residue of the said lot belonging to Octave Boisvert, on the other side by the lot No. 8 of the fourth range, (of the village) in the rear by the property of J. Poitras—without building.

4. The lot number eight (No. 8), in the third

rang (du village) dans le dit canton ; borné en front par la route No 10—sans bâtisse.

5. Le lot numéro neuf (No 9), dans le quatrième rang (du village) dans le dit canton ; borné en front par la route No 10—sans bâtisse.

6. Les lots numéros sept et huit (nos 7-8), du quatrième rang (du village) dans le dit canton, les dits lots Nos 7-8 ; bornés en front par la route No 10—avec bâtisses. Ces dits derniers deux lots seront vendus ensemble en bloc en vertu d'un ordre de la cour.

7. Le lot numéro B deux (No B 2) du cinquième rang (du village) ; borné en front par la route No 10—sans bâtisse.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Hyppolite de Wotton, le VINGT-DEUXIEME jour de DECEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

HENRY AYLMEY,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 18 novembre 1908. 4221-2
[Première publication, 21 novembre 1908.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir : } HOSANNA COTÉ,
No 740. } Demandeur ;
contre J. AMEÉE BRIÈRE, Défendeur.

Cette maison érigée sur un morceau de terre situé dans le village de Asbestos, dans le comté de Richmond, formant partie du lot numéro six (6), sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit village de Asbestos, étant un lot à bâtir connu sous le numéro quarante et un (41), d'un certain plan fait et préparé par F. A. Cleveland, arpenteur provincial, et déposé au bureau du registraire de la division d'enregistrement du comté de Richmond, le seizième jour de mars dernier—avec tous les droits et privilèges du dit défendeur, sur le dit morceau de terre ou lot à bâtir, le dit lot à bâtir étant borné en front par la rue Lafrance, en arrière par un lot de terre appartenant à Sadias Geoffroy, d'un côté par la rue Bourbeau, et l'autre côté par un lot de terre appartenant à Alphonse Girouard.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne de Danville, dans le village de Danville, le VINGT-DEUXIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant midi.

HENRY AYLMEY,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 18 novembre 1908. 4219-2
[Première publication, 21 novembre 1908.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Saint-Hyacinthe, à savoir : } ANNA EVA EM-
No 2585. } PEY, de la ville
de Saint-Louis, district de Montréal, Demanderesse ;
contre JAMES DELENAY, relieur, des cité et
district de Montréal, Défendeur.

1° Un lot de terre étant le numéro vingt-cinq, du deuxième rang du canton d'Acton, dans le comté de Bagot, district de Saint-Hyacinthe, dont la moitié ouest est connue et désignée au cadastre officiel du dit deuxième rang du canton de Saint-André d'Acton, sous le numéro cent soixante-trois, et la moitié est sous le numéro cent soixante-quatre, du dit plan cadastral—avec une maison en bois, étable et deux granges, dessus érigées.

2° Un autre lot de terre étant le numéro vingt-

range (of the village) in the said township ; bounded in front by the by-road No. 10—without building.

5. The lot number nine (No. 9), in the fourth range (of the village) in the said township ; bounded in front by the by-road No. 10—without building.

6. The lots numbers seven and eight (Nos 7-8), of the fourth range (of the village) in the said township, the said lots Nos. 7-8 ; bounded in front by the by-road No. 10—with buildings. The last two lots will be sold together (en bloc) in virtue of an order of the court.

7. The lot number B two (No. B 2), of the fifth range (of the village) ; bounded in front by the by-road No 10—without building.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Hippolyte de Wotton, the TWENTY SECOND day of DECEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

HENRY AYLMEY,

Sheriffs office, Sheriff.
Sherbrooke, 18th November, 1908. 4222
[First published, 21st November, 1908.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit : } HOSANNA COTÉ,
No. 740. } Plaintiff ; against
J. AMEÉE BRIÈRE, Defendant.

That certain house erected on a piece of land situate in the village of Asbestos, in the county of Richmond, forming part of lot number six (6), on the official cadastral plan and book of reference for the said village of Asbestos, being a building lot known under number forty one (41), of a certain plan made and prepared by F. A. Cleveland, Provincial Land Surveyor, and deposited at the registry office of the registration division of the county of Richmond, the sixteenth day of March last—with all the rights and privileges which the said defendant has on the said piece of land or building lot, said building lot bounded in front by Lafrance street, in rear by a lot of land belonging to Sadias Geoffroy, on one side by Bourbeau street, and on the other side by a lot of land belonging to Alphonse Girouard.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Anne de Danville, in the village of Danville, on the TWENTY SECOND day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLMEY,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, 18th November, 1908. 4220
[First published, 21st November, 1908.]

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Montréal.
Saint Hyacinth to wit : } ANNA EVA A
No. 2585. } EMPEY, of
the city of Saint Louis, district of Montréal,
Plaintiff ; against JAMES DELENAY, of the city
and district of Montréal, book-binder, Defendant.

1. A lot of land being number twenty-five, of the second range of the township of Acton, in the county of Bagot, district of Saint Hyacinth, of which the west half is known and designated on the official plan and book of reference of the said second range of the township of Saint André d'Acton, under the number one hundred and sixty three, and the east half under the number one hundred and sixty four, of said plan—with the wooden house, stable and two barns thereon erected.

2. Another lot of land being number twenty four,

quatre, situé sur le deuxième rang du canton Saint-André d'Acton susdit, connu et désigné comme étant les numéros cent soixante-cinq et cent soixante-six, du cadastre officiel du deuxième rang du dit canton de Saint-André d'Acton.

3° Un certain lot de terre situé dans le canton d'Acton, district de Saint-Hyacinthe, plus particulièrement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-André d'Acton, comme étant les lots quarante-deux, quarante-trois et quarante-quatre, autrefois connu comme étant le quart-ouest du lot vingt-quatre, le quart-est et la moitié-ouest de la moitié-est du lot vingt-cinq, dans le premier rang du dit canton d'Acton.

Pour être vendus en un seul lot, à la porte de l'église d'Actonvale, comté de Bagot, le DOUZIÈME jour de JANVIER prochain (1909), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. L. CORMIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 7 décembre 1908. 4453
[Première publication, 12 décembre 1908.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } LA CORPORA-
District de Saint-Hyacinthe. } TION EPISCO-
No 147. } PALE CATHOLIQUE ET ROMAINE DU DIOCESE DE SAINT-HYACINTHE, corps politique et incorporé, ayant son bureau d'affaires en les cité et district de Saint-Hyacinthe, Demanderesse; vs FRANCIS BARTELS, agent d'assurance, des cité et district de Saint-Hyacinthe, Défendeur, savoir :

Un terrain situé en la cité de Saint-Hyacinthe, du côté nord-ouest de la rue Cascades, connu comme étant le lot numéro quatre cent quatre vingt-six (486), des plan et livre de renvoi officiels de la cité de Saint-Hyacinthe—avec les bâtisses y érigées; à distraire de ce terrain ce qui en a été vendu à Alexandre Choquet, savoir : dix-neuf pieds de front sur la profondeur de ce lot, puis à Paul Decelles, savoir : sept pieds et demi de front sur trente pieds de profondeur. Le dit terrain de Bartels est borné comme suit : en front la rue Cascade, en profondeur par le No 488, appartenant à William Lapierre, d'un côté à ces parties du dit lot 486, vendues aux dits Choquet et Decelles, et de l'autre côté par le lot No 489, avec un droit de passage tant à pieds qu'en voiture sur les lots Nos 484 et 485, et la partie nord-est du No 486, et ce à la profondeur de ces dits lots, pouvant exister en vertu d'actes dûment enregistrés au bureau d'enregistrement du comté de Saint-Hyacinthe.

Pour être vendu à mon bureau, dans le palais de justice, en la cité de Saint-Hyacinthe, MERCREDI, le TREIZIÈME jour de JANVIER prochain (1909), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. L. CORMIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 9 décembre 1908. 4499
[Première publication, 12 décembre 1908.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Terrebonne, } LA CORPORATION
Sainte-Scholastique. } DE LA VILLE DE
TERREBONNE, Réclamante; vs THEODOLE
GRAVEL, en sa qualité de tuteur aux enfants mi-

située in the second range of the township of Saint-André d'Acton aforesaid, known and designated as being numbers one hundred and sixty five and one hundred and sixty-six, of the official cadastre of the second range of the said township of Saint-André d'Acton—without any buildings thereon erected.

3. That certain lot or parcel of land situate, lying and being in the township of Acton, district of Saint Hyacinth, province aforesaid, more particularly known and distinguished on the cadastral plan and book of reference of the parish of Saint André d'Acton as lots forty two, forty three and forty four, formerly known as the west quarter of lot twenty four, the east quarter and west half of the east half of lot twenty five, in the first range of the aforesaid township of Acton.

To be sold as a single lot, at the church door of Actonvale, county of Bagot, the TWELTH day of JANUARY next (1909), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinth, 7th December, 1908. 4454
[First published, 12th December, 1908.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } LA CORPORA-
District of Saint Hyacinth. } TION EPISCO-
No 147. } PALE CATHOLIQUE ET ROMAINE DU DIOCESE DE ST-HYACINTHE, a body politic and corporate, having its business office in the city and district of Saint Hyacinth, Plaintiff; vs FRANCIS BARTELS, insurance agent, of the city and district of Saint Hyacinth, Defendant, to wit :

A piece of ground situate in the city of Saint Hyacinth, on the north west side of Cascades street, known and designated as being the lot number four hundred and eighty six (486), of the official cadastre of the city of Saint Hyacinth—with buildings thereon erected; to be detached therefrom the part sold to Alexandre Choquet, to wit : nineteen feet in front by the depth of the said lot, and to Paul Decelles, to wit : seven feet and a half in front by thirty feet in depth. The said piece of ground belonging to Bartels is bounded as follows : in front the Cascades street, in depth the lot No. 488, belonging to William Lapierre, on one side the parties of said lot 486, sold to the said Choquet and Decelles, and on the other side by the lot No. 489, and also a right of passage as well on foot as in vehicle on the lots Nos. 484 and 485, and on the north east part of lot No. 486, in the depth of those said lots, existing in virtue of deeds duly registered in the registry office for the county of Saint Hyacinth.

To be sold in my office, in the court house, in the city of Saint Hyacinth, WEDNESDAY, on the THIRTEENTH day of JANUARY next (1909), at TEN of the clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinth, 9th December, 1908. 4500
[First published, 12th December, 1908.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Terrebonne, } THE CORPORATION
Sainte Scholastique. } OF THE TOWN OF
TERREBONNE, Claimant; vs THEODOLE
GRAVEL, in his quality of tutor to the minors.

neurs de feu Hormisdas Pagé, en son vivant de la ville de Saint-Louis de Terrebonne, esqualité, savoir :

Un lot de terre connu comme portant le numéro cent quatre-vingt-onze (No 191), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre hypothécaire de la ville de Terrebonne, dans le comté de Terrebonne — avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique, en la ville de Terrebonne, le QUINZIEME jour de DECEMBRE prochain (1908), à TROIS heures de l'après-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 11 novembre 1908. 4157.2
[Première publication, 14 novembre 1908.]

children of the late Hormisdas Pagé, in his lifetime of the town of Saint Louis de Terrebonne, esqualité, to wit :

A lot of land known as number one hundred and ninety one (No. 191), on the official plan and book of reference of the cadastre of the town of Terrebonne — with the buildings thereon erected.

To be sold at the catholic church door, in the town of Terrebonne, the FIFTEENTH day of DECEMBER next, (1908), at THREE o'clock in the afternoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 11th November, 1908. 4158
]First published, 14th November, 1908.

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **JOSEPH FREDERIC**
No 157. } **BELLEFEUILLE**
et FRANCOIS-XAVIER GIROUX, Demandeurs ;
contre LES HERITIERS de Lucien Mongrain, en
on vivant, cuisinier, de la paroisse de Saint-Jacques des Piles, Défendeurs.

Un terrain ou emplacement situé en la paroisse de Saint-Tite, dans le village, étant de forme irrégulière, faisant partie du lot numéro deux cent quarante-trois (243) du cadastre officiel pour la dite paroisse de Saint-Tite, contenant quarante-six pieds de largeur au front et trente pieds et demi de largeur à la profondeur sur cent trente pieds de profondeur ; borné en front au chemin public, en profondeur à Liboire Jacob ou ses représentants, joignant du côté nord à Hypolite Poliquin et du côté sud à Orphila Massicotte—ensemble avec une maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Tite, le VINGT-DEUXIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 18 novembre 1908. 4207.2
[Première publication, 21 novembre 1908.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit pour le comté de Champlain—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **DRIEN BLAIS,**
No 494. } **Demandeur ; vs**
THOMAS ROULEAU, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Timothée, portant le numéro quatre cent dix-neuf (419), du livre de renvoi officiel pour la paroisse de Saint-Tite, dans le comté de Champlain, contenant trois arpents et trois perches de front sur une profondeur moyenne d'environ vingt-quatre arpents et trois perches, formant soixante et treize arpents et trente perches en superficie ; bornée en front, vers le nord-ouest, par la ligne qui sépare les rangs Nord et Sud de la rivière Mékinac, en profondeur, vers le sud-est par le No 377, d'un côté vers le sud-est par le No 418, et de l'autre côté vers le nord-est, par le No 420.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Timothée, le VINGT-DEUXIEME jour de DECEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 18 novembre 1908. 4209.2
[Première publication, 21 Novembre 1908.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit ; } **JOSEPH FREDERIC**
No. 157. } **BELLEFEUILLE**
AND FRANCOIS-XAVIER GIROUX, Plaintiffs ;
against THE HEIRS of Lucien Mongrain, in his
lifetime, cook, of the parish of Saint Jacques des
Piles, Defendants.

A piece of land or emplacement situate in the parish of Saint Tite, in the village, of irregular outline, forming part of lot number two hundred and forty three (243), of the official cadastre for the said parish of Saint Tite, containing forty six feet wide in front and thirty and one half feet wide in depth by one hundred and thirty feet in depth ; bounded in front by the public road ; in depth by Liboire Jacob or his representatives, joining on the north side by Hypolite Poliquin, and on the south side by Orphila Massicotte—together with a house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Tite, the TWENTY SECOND day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 18th November, 1908. 4208
[First published, 21st November, 1908.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court for the county of Champlain.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **DRIEN BLAIS,** Plain-
No. 494. } **tiff ; vs** **THOMAS**
ROULEAU, Defendant.

A farm situate in the parish of Saint Timothée, known under the number four hundred and nineteen (419), of the official book of reference for the parish of Saint Tite, in the county of Champlain, containing three arpents and three perches in front, by an average depth of about twenty four arpents and three perches, forming seventy three arpents and thirty perches in area ; bounded in front, towards the north west, by the line which separates the north and south ranges of the Mékinac river, in depth, towards the south east by the No. 577, on one side towards the south west, by the No. 418, and on the other side towards the north east by the No. 420.

To be sold at the church door of the parish of Saint Timothée, the TWENTY SECOND day of DECEMBER next, at ONE o'clock in the afternoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 18th November, 1908. 4210
[First published, 21st November, 1908.]

Nomination

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT GOUVERNEUR, le 4 décembre 1908, de nommer MM. Pierre Fraser, Joseph Turcotte et Alexandre St. Pierre, estimateurs de la municipalité du village de Saint-Moïse, comté de Matane, en vertu des dispositions de l'article 731 du code municipal.

4431

Avis du Gouvernement

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 10 décembre 1908.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Il est ordonné que l'article 17 des règlements concernant les édifices publics de la province de Québec, approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil le 27 juin 1908, sous l'autorité de l'acte 8 Ed. VII, ch. 52, par. 8, art. 2988v, soit amendé en y ajoutant les paragraphes suivants :

" Les extincteurs ou appareils d'extinction ne seront censés remplir les prescriptions de la loi qu'en autant qu'ils seront approuvés par l'inspecteur "

" Les tubes en toile pour sauvetage approuvés seront placés aux endroits indiqués par l'inspecteur "

4503

GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil Exécutif.

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 10 décembre 1908.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Il est ordonné que l'article 77 des règlements concernant les établissements industriels de la province de Québec, approuvés par ordre en Conseil en date du 27 mars 1902, sous l'autorité de l'acte 57 Vic., ch. 30, tel qu'amendé par l'acte 63 Vic., ch. 23, soit amendé en y ajoutant les lignes suivantes :

" Les appareils d'extinction devront être approuvés par l'inspecteur. "

4501

GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil Exécutif.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9 décembre 1908, constituant en corporation MM. Ernest Eugène Cinq-Mars, journaliste, de la cité d'Ottawa, Charles Emile de Repentigny, commis, Joseph Antoine Paquette, menuisier, Joseph Fournier, hôtelier, de la cité de Hull, et Joseph Ferdinand Demers, médecin-chirurgien, de Lévis, dans les buts suivants, savoir : acquérir par toute manière légale des patentes d'invention et en disposer, ou devenir locataire et bailleurs d'icelles, et en général de posséder toutes patentes d'inventions, en faire le commerce et en disposer, manufacturer, vendre, acheter, ou posséder autrement toutes machines, constructions ou objets pour lesquels les dites patentes peuvent être obtenues ou pouvant en faire partie ou y ayant rapport, en disposer et en faire le commerce ; former et organiser des compagnies auxiliaires, pour la mise en opération des susdits objets de cette compagnie, posséder du stock, en général de faire toutes les susdites choses aussi parfaitement et librement qu'une personne peut le faire, sous le nom de "The Contractible Shaft Company", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres, (\$100.00) chacune.

Appointment

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, the 4th of December, 1908, to appoint Messrs. Pierre Fraser, Joseph Turcotte and Alexandre St. Pierre, valuers of the municipality of the village of Saint Moïse, county of Matane, in virtue of the provisions of article 731 of the municipal code.

4432

Government Notices

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Québec, 10th December, 1908.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

It is ordered that article 17 of the rules respecting public buildings of the province of Québec, approved by the Lieutenant Governor in Council the 27th of June, 1908, by authority of Act 8 Ed. VII, ch. 52, par. 8, art. 2988v, be amended by adding thereto the following paragraphs.

" The extinguishers or extinguishing apparatus shall not be regarded as fulfilling the requirements of the law until such time as they have been approved by the inspector "

" The canvas tubes for fire escapes approved shall be placed in the positions indicated by the inspector.

4504

GUSTAVE GRENIER,
Clerk of the Executive Council.

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Québec, 10th December, 1908.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

It is ordered that article 77 of the rules respecting the industrial establishments of the province of Québec, approved by order in council dated the 27th of March, 1902, by authority of the act 57 Vic., ch. 30, as amended by the act 63 Vic., ch. 23, be amended by adding thereto the following lines :

" Extinguishing apparatus shall be approved by the inspector. "

4502

GUSTAVE GRENIER,
Clerk of the Executive Council.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Québec, bearing date the 9th December, 1908, incorporating Messrs. Ernest Eugène Cinq-Mars, journalist, of the city of Ottawa, Charles Emile de Repentigny, clerk, Joseph Antoine Paquette, joiner, Joseph Fournier, hotel-keeper, of the city of Hull, and Joseph Ferdinand Demers, physician and surgeon, of Lévis, for the following purposes, to wit : to acquire in any legal manner patents of inventions and dispose of them, or become lessee or lessor of same, and in general to own all patents of inventions to trade in and dispose of, manufacture, sell, buy or hold otherwise all machines, buildings or objects for which the said patents may be obtained or may form part of or have relation thereto, to dispose of and trade in ; form and organize auxiliary companies for the carrying out of the above objects of this company, own stock, in general to do all the aforesaid matters as perfectly and freely as a person can do it, under the name of "The Contractible Shaft Company" with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la cité de Hull.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de décembre 1908.

L. RODOLPHE ROY,
4507 Secrétaire de la province

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de décembre 1908, constituant en corporation MM. Harry Selle, manufacturier, de Chicago, E. U. A., Walter Selle, commis, de Saint-Louis, E. U. A., Henri R. Fiset, avocat, Auguste M. Tessier, avocat, et Emile Tessier, avocat, de Rimouski, dans les buts suivants :

Ramasser, moissonner, nettoyer, traiter, expédier et faire toute chose requise en rapport à la conduite des affaires en général de la mousses de mer et les affaires de traitement et de production de tout matériel d'emballage.

Et aussi acheter ou posséder autrement, en tout ou en partie les biens et dettes de toute autre personne ou compagnie faisant les mêmes affaires que la compagnie projetée sera autorisée à faire, sous le nom de "The Canadian Sea Moss Company", avec un capital total de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Rimouski.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de décembre 1908.

L. RODOLPHE ROY,
4505 Secrétaire de la province.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Hull.

Dated from the office of the provincial secretary, this ninth day of December, 1908.

L. RODOLPHE ROY,
4508 Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the ninth day of December, 1908, incorporating Messrs. Harry Selle, manufacturer, Chicago, U. S. A., Walter Selle, clerk, Saint-Louis, U. S. A., Henri R. Fiset, advocate, Auguste M. Tessier, advocate, and Emile Tessier, advocate, of Rimouski, for the following purposes :

The gathering, harvesting, cleaning, handling, shipping and the doing of anything which is required to be done in connection with the conduct of a general sea moss business and the business of handling and producing any packing material.

And also to buy or hold otherwise, wholly or partly, the assets and debts of any other person or company dealing in the same business as the projected company will be authorised to do, under the name of "The Canadian Sea Moss Company," with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into five hundred shares (500) of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation will be in the city of Rimouski.

Dated from the office of the provincial secretary, this ninth day of December, 1908.

L. RODOLPHE ROY,
4506 Provincial Secretary.

Demandes à la Législature

Avis public est par le présent donné, qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Dame Catherine Mitcheson, veuve de feu Stanley Clark Bagg, et Robert Stanley Clark Bagg, écuyer, B. C. L., tous deux des cités et district de Montreal, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu Stanley Clark Bagg, pour obtenir un acte afin d'amender le statut 38 Victoria (Québec), chapitre 94, et d'étendre les pouvoirs des exécuteurs des dits biens de S. C. Bagg, et pourvoir à leur rémunération, et pour autres fins.

HICKSON & CAMPBELL,
Procureurs des requérants.
Montréal, 1er décembre 1908. 4495

Avis est par le présent donné que "The Hull Electric Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender sa charte, dans le but de changer la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires.

RODOLPHE PARADIS,
Procureur des requérants.
Hull, 10 décembre 1908. 4533

Avis public est par le présent donné que la corporation de la ville de Lachine, présentera un bill à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la refonte des lois qui la régissent ; la constituer en corporation de cité, agrandir son territoire ; la soumettre aux dispositions de la loi des cités et villes, 1903, sauf certaines modifications quant aux commissions du conseil, aux auditeurs, aux estimateurs, à la confection des listes d'électeurs, aux élections, aux assemblées du conseil, à la publication des règlements et leur approbation par les électeurs, aux pouvoirs de réglementation concernant les chiens, les travaux

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that at the next session of the legislature of the province of Quebec application will be made by Dame Catherine Mitcheson, widow of the late Stanley Clark Bagg, and Robert Stanley Clark Bagg, esquire, B. C. L., both of the city and district of Montreal, in their quality of executors under the last will and testament of the late Stanley Clark Bagg, for an act amending the statute 38 Victoria (Quebec), chapter 94, and enlarging the powers of the executors of the said estate S. C. Bagg, and to provide for their remuneration, and for other purposes.

HICKSON & CAMPBELL,
Attorneys for applicants.
Montreal, 1st December, 1908. 4496

Notice is hereby given that The Hull Electric Company will make application at the next session of the legislature of the province of Quebec, for the passing of an act to amend its charter for the purpose of changing the date of the annual general meeting of the shareholders.

RODOLPHE PARADIS,
Solicitor for applicants.
Hull, 10th December, 1908. 4534

Public notice is hereby given that the corporation of the town of Lachine, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the revision of the laws which govern it ; to constitute it into a city corporation, enlarge its territory ; submit it to the provisions of the cities and towns' act, 1903, except certain modifications as to the commissions of the council, the auditors, the valuers, the making up of the list of electors, the elections, the meetings of the council, the publication of the by-laws and their approval by the electors, the powers of regulations respecting dogs, the sewers, water works and electric light which may

d'égoûts, d'aqueduc et de lumière électrique qui pourront être faits aux frais de la municipalité, au travail manuel le dimanche, aux abattoirs publics, aux dispositions concernant la prescription des taxes, leur perception et les privilèges qui s'y rapportent, la vente des immeubles pour non paiement, le pouvoir de taxer les cultivateurs et la définition des biens imposables; pour lui conserver ses pouvoirs: de renouveler ses débetures, d'emprunter sur billets, d'accorder un escompte sur toutes les taxes et une exemption de taxe temporaire sur les bâtisses nouvelles, de réglementer les constructions, de prohiber les porcheries, d'enlever la neige sur les trottoirs et de friser l'arrosage des rues; pour fixer le nombre des membres du conseil, leurs qualifications, et l'époque des élections; limiter les droits d'action contre la municipalité; créer une commission de finances et définir ses devoirs; limiter le nombre des licences d'hôtels et de magasins de liqueurs; l'autoriser à exécuter des travaux sur la berge de l'ancien canal Lachine; l'autoriser à faire des règlements pour fermer les rues et parcs publics, pour régler l'enlèvement de la glace sur le fleuve Saint-Laurent; créer un fonds de secours pour les employés de la cité et pour d'autres fins; pour l'autoriser à prélever des taxes sur les poteaux dans les rues et places publiques; à exécuter des travaux dans la paroisse de Lachine, pour redresser et creuser la rivière Saint-Pierre; pour définir les pouvoirs de son ingénieur; pour ratifier le règlement No 117, accordant une exemption de taxes et un bonus à la "Imperial Locomotive & Machine Co of Canada", passé le 11 octobre 1907 et le règlement No 124, pourvoyant à la construction d'un marché public, passé par son conseil; pour restreindre le pouvoir de taxation accordé par la loi, 8 Edouard VII, chapitre 141, et pour lui accorder d'autres pouvoirs, de faire des règlements, de taxer, et pour d'autres fins.

LAURENDEAU, PELLETIER
& PELLETIER,

Procureurs de la corporation de la ville de Lachine.
Montréal, 7 décembre 1908. 4493

be made at the expense of the municipality, the manual labor on Sunday, the public slaughter houses, the provisions respecting the prescription of taxes, their collection and the privileges attached thereto, the sale of immovables for non payment, the power to tax farmers and the definition of taxable property, to preserve its powers; to renew its debentures, to borrow on notes, to grant a discount on all taxes and an exemption of temporary tax on new buildings, to make regulations for buildings, to prohibit pigsties, to take the snow off the sidewalks and sprinkle the streets, to fix the number of members of the council, their qualifications, and the time of the elections, limit the rights of proceeding against the municipality, create a finance commission and define its duties, limit the number of hotel and liquor store licenses, authorize it to carry on works on the bank of the old Lachine canal, to authorize it to made by-laws to close the streets and public parks; to regulate the taking out of ice on the river Saint Lawrence; create a benefit fund for the employees of the city and for other purposes; to authorize it to levy taxes on posts in the streets and public places, to carry on works in the parish of Lachine; to straighten and deepen the river Saint Peter; to define the powers of its engineer; to ratify the by-law No. 117, granting an exemption of taxes and a bonus to the Imperial Locomotive & Machine Co. of Canada, passed the 11th of October, 1907, and the by-law No. 124, providing for the construction of a public market, passed by its council, to restrict the power of taxation granted by the law 8 Ed. VII, ch. 141, and to grant it other powers, to make by-laws, to tax, and for other purposes.

LAURENDEAU, PELLETIER
& PELLETIER,

Advocates for the corporation of the town of Lachine.
Montreal, 7th December, 1908. 4494

Avis de Faillites

Avis est par le présent donné que W. J. Dennis, de Québec, marchand-tailleur, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le vingt-sixième jour de novembre 1908.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Gardiens provisoires.

Québec, 3 décembre 1908. 4455

Province de Québec, }
District de Montréal, } Cour Supérieure.

Dans l'affaire de Penfold Advertising Co., Montréal,
Failli.

Avis est par le présent donné que, le 7ième jour de décembre 1908, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens de la dite faillie.

Toutes personnes ayant des réclamations contre la dite faillie sont requises de les produire, dûment attestées sous serment, sous trente jours de cette date.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud,
205, rue Saint-Jacques,
Montréal, 7 décembre 1908. 4477

Province de Québec, }
District de Montréal, } Cour Supérieure.

Dans l'affaire de Morris Friedman, Montréal,
Failli.

Avis est par le présent donné que, le 7e jour de décembre 1908, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens du dit failli.

Bankrupt Notices

Notice is hereby given that W. J. Dennis, of Quebec, merchant tailor, has made an abandonment of his property for the benefit of his creditors the twenty sixth day of November, 1908.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Provisional guardians.

Queb c, 3rd December, 1908. 4456

Province of Quebec, }
District of Montreal, } Superior Court.

In the matter of Penfold Advertising Co., Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 7th day of December, 1908, we were appointed joint curators to the estate of the said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to file same, duly attested under oath, within thirty days from this date.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Joint curators.

Office of Wilks & Michaud,
205, Saint James street,
Montreal, 7th December, 1908. 4478

Province of Quebec, }
District of Montreal, } Superior Court.

In the matter of Morris Friedman, Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 7th day of December, 1908, we were appointed joint curators to the estate of the said insolvent.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit failli sont requises de les produire, dûment attestées sous serment, sous 30 jours de cette date.

AR'HUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud,
205, rue Saint-Jacques.
Montréal, 7 décembre 1908. 4475

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 181.

Dans l'affaire de J. D. E. Lafond, marchand, Fré-
lighsburg. Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 30 décembre 1908.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. LAMARCHE,
H. LAURENCELLE,
Curateurs-conjoints.

Bureau de Lamarche & Laurencelle,
No 2, Place d'Armes.
Montréal, 9 décembre 1908. 4491

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Z. Ginchereau, marchand de chapeaux, de la
cité de Montréal, Failli ;
et

Alexandre Desmarteau, Curateur.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende est préparé et sera payable à mon bureau, le et après le vingt-huitième jour de décembre 1908.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame-Est, Montréal. 4527

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Joachim Sicotte, hôtelier, du vil-
lage de Boucherville, Qué., Failli ;
et

Alexandre Desmarteau, Curateur.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende est préparé et sera payable à mon bureau, le et après le vingt-neuvième jour de décembre 1908.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal. 4529

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Moses Shapiro et al. "Universal Furniture Co." et
"Excelsior Cloak Manuf'g Co.," de Montréal,
Faillis ;
et

Alexandre Desmarteau, Curateur.

Avis est par les présentes donné qu'un deuxième et dernier bordereau de dividende est préparé et sera payable à mon bureau, le et après le 29e jour de décembre 1908.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal. 4525

District de Québec.

Madame H. A. Beaudet, de Saint-Flavien, mar-
chande, a, le 5 décembre 1908, fait cession de ses
biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau
du protonotaire de la cour supérieure du district
de Québec, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 10 décembre 1908. 4519

All parties having claims against said insolvent are requested to file same duly attested under oath, within 30 days from this date.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Joint curators.

Office of Wilks & Michaud,
205, Saint James street, Montreal.
Montreal, 7th December, 1908. 4476

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 181.

In the matter of J. D. E. Lafond, merchant, Fre-
lighsburg. Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared and will be payable at our office, on or after the 30th December, 1908.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. LAMARCHE,
H. LAURENCELLE,
Joint curators.

Office of Lamarche & Laurencelle,
No. 2, Place d'Armes.
Montreal, 9th December, 1908. 4492

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Z. Ginchereau, hat merchant, of the city of
Montreal, Insolvent ;
and

Alexandre Desmarteau, Curator.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared and will be payable at my office, on and after the twenty-eighth day of December, 1908.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

60, Notre-Dame street East, Montreal. 4528

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Joachim Sicotte, hotelkeeper, of
the village of Boucherville, Insolvent ;
and

Alexandre Desmarteau, Curator.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared and will be payable at my office, on and after the twenty ninth day of December, 1908.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

No. 60, Notre Dame street East, Montreal. 4580

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Moses Shapiro et al, "Universal Furniture Co." and
"Excelsior Cloak Manuf'g Co.," of Mon-
treal, Insolvents ;
and

Alexandre Desmarteau, Curator.

Notice is hereby given that a second and final dividend sheet has been prepared and will be payable at my office, on and after the twenty ninth day of December, 1908.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

No. 60, Notre Dame street East, Montreal. 4526

District of Quebec.

Mrs. H. A. Beaudet, of Saint Flavien, merchant,
has, on the 5th of December, 1908, made a judicial
assignment of her property for the benefit of her
creditors, at the protonotary's office of the superior
court for the district of Quebec, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Out. Nav. Co. Building.
Quebec, 10th December, 1908. 4520

Province de Québec,
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 241.
Dans l'affaire de Ephrem M. Baril, Montréal,
Failli ;
Avis est par le présent donné que le sus-nommé a,
le quatrième jour de décembre 1908, fait cession
judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses cré-
anciers.

H. V. DUGGAN,
JOS. DESAUTELS,
Subrogés gardiens provisoires.
219, Board of Trade Bldg., Montréal.
Montréal, 9 décembre 1908. 4513

Province de Québec,
District de Joliette. } *Cour Supérieure*
In re Bourgeois & Thibodeau, Joliette, P. Q.,
Insolvables.
Avis vous est donné que le 10e jour de décem-
bre 1908, par un ordre de la cour, nous avons été
nommés curateurs conjoints à la succession des sus-
nommés qui ont fait une cession judiciaire de tous
leurs biens et effets au bénéfice de leurs créanciers.
Les réclamations doivent être produites à notre
bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs-conjoints.
Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques.
Montréal, 12 décembre 1908. 4509

Province de Québec,
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 25.
La Banque de Saint-Hyacinthe, *et al*,
Réquerante cessions de biens ;
vs
Léon Palardy, boucher des cité et district de Saint-
Hyacinthe, Failli.
Avis est par les présentes donné que, vendredi le
quatre (4) décembre courant, le soussigné a été
nommé par une ordonnance du protonotaire de la
cour supérieure du dit district, curateur aux biens
du failli.
Les créanciers sont requis de produire leurs ré-
clamations assermentées entre mes mains sous
trente jours de la date du présent avis.

J. N. CABANA,
Curateur.
Saint-Hyacinthe, P. Q.,
7 décembre 1908. 4535

District de Quebec.

Re J. P. Bélanger, marchand, Saint-Thuribe,
Insolvable.
En vertu d'un ordre de la cour, en date du 9
décembre 1908, j'ai été nommé curateur aux biens
de cette succession.
Toutes personnes ayant des réclamations contre
cette succession sont requises de les produire devant
moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 10 décembre 1908. 4517

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 246.
In the matter of Ristum Nicola (Nicola Bros.),
Montréal, Failli.
Avis est par le présent donné que le sus-nommé
a, le neuvième jour de décembre 1908, fait cession
judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses
créanciers.

H. V. DUGGAN,
JOS. DESAUTELS,
Subrogés gardiens provisoires.
219, Board of Trade Bldg., Montréal.
Montréal, 9 décembre 1908. 4515

Province of Quebec,
District of Montreal. } *Superior Court.*
No 241.
In the matter of Ephrem M. Baril, Montreal,
Insolvent.
Notice is hereby given that the above named has
made a judicial abandonment of all his assets for
the benefit of his creditors, the fourth day of
December, 1908.

H. V. DUGGAN,
JOS. DESAUTELS,
Substitute provisional guardians.
219, Board of Trade Bldg., Montreal.
Montreal, 9th December, 1908. 4514

Province of Quebec,
District of Joliette. } *Superior Court.*
In re Bourgeois & Thibodeau, Joliette, P. Q.,
Insolvents.
Notice is hereby given that, on the 10th day of
December, 1908, by order of the court, we were
appointed joint curators to the estate of the above
named, who have made a judicial abandonment of
all their assets for the benefit of their creditors.
Claims must be filed at our office within one
month.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint curators.
Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street.
Montreal, 12th December, 1908. 4510

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 25.
La Banque de Saint Hyacinthe, *et al*,
Plaintiffs ;
vs
Léon Palardy, of the city and district of Saint Hy-
acinth, butcher, Insolvent.
Public notice is hereby given, that, on Friday the
fourth (4th) instant, the undersigned has been ap-
pointed curator to the insolvent's estate by the pro-
thonotary of the superior court in and for the said
district.
Creditors are requested to file their claims duly
sworn to in my hands, within thirty days from the
date of these presents.

J. N. CABANA,
Curator.
Saint Hyacinthe, P. Q.,
7th December, 1908. 4536

District of Quebec.

Re J. P. Bélanger, merchant, Saint Thuribe,
Insolvent
In virtue of an order of the court, dated 9th
December, 1908, I have been appointed curator to
this estate.
All persons having claims against this estate are
requested to file them with me within thirty days
from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 10th December, 1908. 4518

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 246.
In the matter of Ristum Nicola (Nicolas Bros),
Montreal, Insolvent.
Notice is hereby given that the above named has
made a judicial abandonment of all his assets for
the benefit of his creditors, the ninth day of
December, 1908.

H. V. DUGGAN,
JOS. DESAUTELS,
Substitute provisional guardians.
219, Board of Trade Bldg., Montreal.
Montreal, 9th December, 1908. 4516

Avis est par le présent donné que John Slevin, de la petite rivière Saint-François, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers le 9 décembre 1908.

4521 LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Gardiens provisoires.

Avis est par le présent donné que les soussignés ont été nommés curateurs conjoints dans l'affaire de W. J. Dennis, de Québec, marchand tailleur.

Les créanciers du dit insolvable sont requis de nous produire leurs réclamations assermentées sous trente jours de cette date.

4523 LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Curateurs conjoints.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
No 26.

Avis est par les présentes donné que Dame Marie Louise Benoit, épouse séparée de biens de Ulric Jeannotte, du village de la Providence, district de Saint-Hyacinthe, faisant affaires sous le nom de "La Compagnie de Provisions de Saint-Hyacinthe," dans la ville de Saint-Hyacinthe, a, ce jour, 9 décembre 1908, à la réquisition de Georges Roach, commerçant, du village de Abbotsford, district de Saint-Hyacinthe, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de ce district.

GEORGES ROACH,
Gardien provis ire.
Saint-Hyacinthe, 9 décembre 1908. 4587

Notice is hereby given that John Slevin, of the little Saint Francis river has made an abandonment of his property for the benefit of his creditors, the 9th of December, 1908.

4522 LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Provisional guardians.

Notice is hereby given that the undersigned have been appointed joint curators in the matter of W. J. Dennis, of Québec, merchant tailor.

Creditors of the said insolvent are required to file their claims attested within thirty days from this date.

4524 LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Joint curators.

Superior Court.—District of Saint Hyacinth.
No. 26.

Notice is hereby given that Mrs. Marie Louise Benoit, wife judicially separated as to property of Ulric Jeannotte, of the village of Providence, district of Saint Hyacinth, doing business under the style and name of "La Compagnie de Provisions de Saint-Hyacinthe", has, on the 9th day of December, 1908, at the requisition of Georges Roach, trader, of the village of Abbotsford, district of Saint-Hyacinth, made a judicial assignment of her property, for the benefit of her creditors at the prothonotary's office of this district.

GEORGES ROACH,
Provisional guardian.
Saint-Hyacinth, 9th December, 1908. 4538

Index de la Gazette Officielle de Québec No 50

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS : — Dmes Bédard vs Branchaud, 1902 ; Bernier vs Gaudreau, 1901 ; Bettez vs Alarie, 1902 ; Chester vs Munkittrick, 1901 ; Claude vs Rinfret, 1901 ; Gentile vs Nucciaroni, 1903 ; Lortie vs Lapierre, 1901 ; Morin vs Rochette, 1902 ; Perron vs Canuel, 1902 ; Poiré vs Bourget, 1902 ; St. Onge vs Beaudet, 1902 ; Tremblay vs Morin, 1901.

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS : — Dme Cyr vs Giroux, 1900.

ANNONCEURS : — Avis aux : — Concernant avis, etc., 1891.

ARRÊTÉS EN CONSEIL : — Amendements à l'art. 77, 1919 ; Amendements à l'art. 17, 1919.

ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ : — The Masonic Mutual Life Association, 1903.

AVIS : — Erection, civile paroisse Sainte-Madelaine, 1900 ; The Friends Union Cemetery Coy, 1004.

BILLS PRIVÉS : — Parlement fédéral : — Avis au sujet des : — Règles condensées de la Chambre des Communes, 1860 ; Règles du Sénat, 1893.

BILLS PRIVÉS, P. Q. : — Avis au sujet des : — Assemblée législative, 1896 ; Conseil législatif, 1895.

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES OPÉRATIONS : — The Ives Modern Bedstead Coy, 1892.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 50

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY : — Dmes Bedard vs Branchaud, 1902 ; Bernier vs Gaudreau, 1901 ; Chester vs Munkittrick, 1901 ; Claude vs Rinfret, 1901 ; Bettez vs Alarie, 1902 ; Gentile vs Nucciaroni, 1903 ; Jolivet vs Lortie vs Lapierre, 1901 ; Morin vs Rochette, 1902 ; Perron vs Canuel, 1902 ; Poiré vs Bourget, 1902 ; St. Onge vs Beaudet, 1902 ; Tremblay vs Morin, 1901.

ACTION FOR SEPARATION AS TO BODY AND BOARD : — Dme Cyr vs Giroux, 1900.

ADVERTISERS : — Notice to : — Respecting notices, &c 1891.

ORDERS IN COUNCIL : — Amendements to art. 77, 1919 ; Amendements to art. 17, 1919.

ASSOCIATION, INSURANCE OR SOCIETY : — The Masonic Mutual Life Association, 1903.

NOTICE : — Civil erection, parish of Sainte Madeleine, 1900 ; The Friends Union Cemetery Coy, 1004.

PRIVATE BILLS : — Federal Parliament : — Notices respecting the : — Condensed Rules of the House of Commons, 1860 ; Rules of the Senate, 1893.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — Notices respecting the : — Legislative Assembly, 1896 ; Legislative Council, 1895.

COMPANY AUTHORIZED TO DO BUSINESS : — The Ives Modern Bedstead Coy, 1892.

DEMANDES A LA LEGISLATURE :—Cie de chemin de fer de Matane et Gaspé, 1899 ; Collège des Médecins et Chirurgiens de la province de Québec, 1899 ; Corporation de la ville de Lachine, 1920 ; Darvesu, Victor, 1898 ; David, Théodule, 1900 ; Exécuteurs de la succession S. C. Bagg, 1930 ; Havana Trust Coy, 1900 ; Laing Packing and Provision Coy, 1809 ; O'Callaghan, Edward A., 1899 ; Racine, Geo. Arthur, 1899 ; The Hull Electric Company, 1920 ; The Ottawa Golf Club, 1898.

FAILLIS :—Baril, 1923 ; Beaudet, 1922 ; Bélanger, 1923 ; Benoit (Dme), 1924 ; Boisclair, 1906 ; Bourgeois & Thibodeau, 1928 ; Charlebois (Dme), 1905 ; Cook, 1905 ; Dennis, 1921 ; Dennis, 1924 ; Friedman, 1921 ; Ginchereau, 1922 ; Guertin, 1904 ; Jutras, 1905 ; Lafond, 1922 ; Leduc & Cie, 1905 ; Nicola, 1923 ; O'Connor, 1904 ; Palardy, 1923 ; Penfold Advertising Co, 1921 ; Shapiro et al, 1922 ; Sicotte, 1922 ; Slevin, 1924 ; Spires, 1906 ; The Montreal Piano M'fg Co., 1905.

LETTRES PATENTES :—The Canadian Sea Moss Coy, 1920 ; The Contractible Shaft Co, 1919 ; The Twinn Beaver Mining Coy, 1892.

NOMINATIONS :—Estimateurs :—Village de Saint-Moise, 1919.
Greffier, cour de magistrat :—1891.
Protonotaire :—Québec, 1891.

PROCLAMATION :—Convocation des Chambres, 1891.

RÉSOLUTION :—Conseil municipal du comté de Nicolet, 1903.

VENTES DE FAILLITES :—Lake Saint Joseph Hotel Coy, 1906 ; Lake Saint Joseph Hotel Coy, 1906.

VENTE PAR LICITATION :—Aubertin (Dme) et vir vs Normandin et al, 1907 ; Charren dit Ducharme vs Dme Beaubien et al, 1907.

VENTES PAR LES SHÉRIFS :

ARTHABASKA :—Guevremont vs Martin, 1908 ; The Eastern Townships' Bank vs Noël et al, 1909.

CHICOUTIMI :—Tétu vs Jobin, 1910 ; Tremblay, Failli, 1909.

JOLIETTE :—Moody & Son Co vs Ouellette, 1910 ; Robert vs Gadoury, 1910.

KAMOURASKA :—Beaulieu vs Morin, 1911.

MONTREAL :—Hamel (Dme) vs Pagé, 1912 ; Lalumière (Dme) vs Ouellette, 1913 ; Lamothe & Champoux vs Prendergast, 1911 ; Lalumière (Dme) vs Ouellette, 1912 ; Lamothe & Champoux vs Penderrgast, 1911 ; The Trust & Loan Coy' of Canada vs Branchaud, es-qual et al, 1913.

PONTIAC :—Jewell vs Carlson, 1914.

QUÉBEC :—Goulet vs Goulet, 1914.

SAINT-FRANÇOIS :—Côté vs Brière, 1916 ; Nault vs Després, 1915 ; Remillard vs Poliquin, 1915.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—Cie de chemin de fer de Matane et Gaspé, 1899 ; College of Physicians and Surgeons of the province of Quebec, 1899 ; Corporation of the town of Lachine, 1920 ; Darveau, Victor, 1898 ; David, Théodule, 1900 ; Executors of the estate S. C. Bagg, 1920 ; Havana Trust Coy, 1900 ; Laing Packing and Provision Coy, 1899 ; O'Callaghan, Edward A., 1899 ; Racine, Geo. Arthur, 1899 ; The Hull Electric Company, 1920 ; The Ottawa Golf Club, 1898.

INSOLVENTS :—Baril, 1923 ; Beaudet, 1922 ; Bélanger, 1923 ; Benoit (Dme), 1924 ; Boisclair, 1906 ; Bourgeois & Thibodeau, 1928 ; Charlebois (Dme), 1905 ; Cook, 1905 ; Dennis, 1921 ; Dennis, 1924 ; Friedman, 1921 ; Ginchereau, 1922 ; Guertin, 1904 ; Jutras, 1905 ; Lafond, 1922 ; Leduc & Cie, 1905 ; Nicola, 1923 ; O'Connor, 1904 ; Palardy, 1923 ; Penfold Advertising Co, 1921 ; Shapiro et al, 1922 ; Sicotte, 1922 ; Slevin, 1924 ; The Montreal Piano M'fg Co, 1905.

LETTERS PATENT :—The Canadian Sea Moss Coy, 1920 ; The Contractible Shaft Co, 1919 ; The Twinn Beaver Mining Coy, 1892.

APPOINTMENTS :—Valuators :—Village of Saint-Moise, 1919.
Clerk of magistrate's court :—1891.
Prothonotary :—Québec, 1891.

PROCLAMATIONS :—Parliament convoked, 1891.

RESOLUTION :—Municipal council of the county of Nicolet, 1903.

INSOLVENT SALES :—Lake Saint Joseph Hotel Coy, 1906 ; Lake Saint Joseph Hotel Coy, 1906.

SALES BY LICITATION :—Aubertin (Dme) et vir vs Normand et al, 1907 ; Charron dit Ducharme vs Dme Beaubien et al, 1904.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA :—Guevremont vs Martin, 1908 ; The Eastern Townships' Bank vs Noël et al, 1909.

CHICOUTIMI :—Tétu vs Jobin, 1910 ; Tremblay, Insolvent, 1909.

JOLIETTE :—Moody & Son Co vs Ouellette, 1910 ; Robert vs Gadoury, 1910.

KAMOURASKA :—Beaulieu vs Morin, 1911.

MONTREAL :—Hamel (Dme) vs Pagé, 1912 ; Lalumière (Dme) vs Ouellette, 1913 ; Lamothe & Champoux vs Prendergast, 1911 ; Lalumière (Dme) vs Ouellette, 1912 ; Lamothe & Champoux vs Prendergast, 1911 ; The Trust & Loan Coy' of Canada vs Bronchaud, es-qual et al, 1913.

PONTIAC :—Jewell vs Carlson, 1917.

QUÉBEC :—Goulet vs Goulet, 1914.

SAINT-FRANÇOIS :—Côté vs Brière, 1916 ; Nault vs Després, 1915 ; Remillard vs Poliquin, 1915.

SAINT-HYACINTHE :—Corporation Episcopale Catholique et Romaine du diocèse de Saint-Hyacinthe vs Bartels, 1917; Empey vs Delensy, 1916.

TERREBONNE :—Corporation de la ville de Terrebonne vs Gravelles-qual, 1917.

TROIS-RIVIÈRES :—Bellefeuille & Giroux vs héritiers Mongrain, 1918; Blais vs Rouleau, 1918.

SAINT HYACINTH :—Corporation Episcopale Catholique et Romaine du diocèse de Saint Hyacinthe vs Bartels, 1917, Empey vs Delensy, 1916.

TERREBONNE :—Corporation of the town of Terrebonne, vs Gravel es-qual, 1917.

THREE RIVERS :—Bellefeuille & Giroux vs heirs Mongrain, 1918; Blais vs Rouleau, 1918.